

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Gaza, Cisjordanie, Liban : la guerre sans fin des dirigeants israéliens

- Le Hezbollah libanais
- Répression coloniale en Nouvelle-Calédonie
- Élections aux États-Unis
- Algérie : le durcissement du régime
- Le business de l'espace
- Oskar Hippe

Au sommaire de ce numéro

Gaza, Cisjordanie, Liban : la guerre sans fin des dirigeants israéliens	1
Liban : le Hezbollah, un parti bourgeois nationaliste	6
Nouvelle-Calédonie : face à la répression coloniale	12
Élections américaines : deux partis au service d'une même bourgeoisie	19
Algérie : les travailleurs face au durcissement du régime	26
Le New Space, course à la suprématie spatiale et capitalisme sénile	32
Oskar Hippe, <i>Et notre drapeau est rouge</i>	39

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Pli ouvert

- | | | | |
|----------------------|------|------------------------------|------|
| ● France, DOM-TOM | 18 € | ● France, DOM-TOM | 40 € |
| ● DOM-TOM, par avion | 20 € | ● DOM-TOM, par avion | 45 € |
| ● Monde | 25 € | ● Monde (lettre prioritaire) | 45 € |

Pli fermé

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Gaza, Cisjordanie, Liban : la guerre sans fin des dirigeants israéliens

Le 23 septembre, l'armée israélienne a lancé une campagne de bombardements contre le Liban, suivie, une semaine après, de l'invasion terrestre du sud du pays. Le Premier ministre israélien, Netanyahu, a ainsi ouvert un nouveau front alors que la guerre à Gaza se poursuit sans aucun répit depuis un an.

Le territoire de Gaza, petite enclave d'une superficie de 360 km² et peuplée de près de 2,5 millions d'habitants, a été bombardé d'une façon incessante. D'après les statistiques de l'ONU, plus de 60 % des immeubles auraient été détruits partiellement ou totalement. Mais les reportages, réalisés

malgré le refus des autorités israéliennes de laisser les journalistes entrer à Gaza, donnent plutôt l'impression que tout a été dévasté et qu'il ne subsiste plus que des ruines.

Le bilan de plus de 42 000 morts, établi par le ministère gazaoui de la Santé, est forcément très inférieur à la

réalité. Des dizaines de milliers de personnes toujours sous les ruines ne sont pas recensées. S'ajoutent aussi tous les Palestiniens morts faute de traitement dans les hôpitaux qui ne sont plus en état de délivrer des soins. Contraints de vivre sans eau et sans électricité, sous des bâches de plastique ou des

UNRWA



Gaza, en février 2024.

camps de toile, les Palestiniens sont menacés de mourir de faim et de maladie.

GAZA : UNE GUERRE SANS FIN

Netanyahou avait proclamé il y a un an, que les objectifs, les buts de guerre, étaient la libération des otages et « l'éradication du Hamas ». Aucun de ces buts de guerre n'a été atteint.

La mort, le 17 octobre, du dirigeant du Hamas Yahya Sinouar ne signifie pas la fin de cette organisation. Netanyahou a beau plastronner en clamant que la quasi-totalité des bataillons du Hamas ont été détruits, la poursuite des opérations militaires montre qu'il n'en est rien. Ainsi, depuis début octobre, l'armée israélienne encercle le camp palestinien de Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, déclarant que le Hamas y a reconstitué ses capacités militaires, et a ordonné à tous les Gazaouis présents d'évacuer « immédiatement » vers le sud.

Publiée début août, une enquête réalisée par des journalistes de CNN et des analystes militaires américains estimait que sur les 24 bataillons du Hamas, seuls trois avaient été complètement détruits, les autres restant capables de mener des actions de guérilla. Loin d'avoir été détruit, le Hamas semble même être parvenu, d'après de nombreux témoignages, à maintenir dans le nord de Gaza un semblant d'appareil d'État, capable de contrôler la distribution d'une bonne partie de l'aide humanitaire, malgré des mois de combats et de bombardements.

Pour ce qui est des 218 otages emmenés à Gaza le 7 octobre, la quasi-totalité de ceux qui ont été libérés l'ont été à l'occasion de la trêve négociée avec le Hamas en novembre 2023 afin de procéder à l'échange de 117 otages contre 240 prisonniers palestiniens. L'extrême droite israé-

lienne avait alors dénoncé cet accord comme une trahison et avait menacé de retirer son soutien au gouvernement, ce qui eût entraîné sa chute. Depuis, pour se maintenir au pouvoir, Netanyahou a repris à son compte le discours de l'extrême droite et a refusé de conclure une nouvelle trêve, ajoutant une nouvelle condition chaque fois que les négociations, menées sous la pression américaine, semblaient près d'aboutir.

Cette attitude a entraîné le développement d'un mouvement de contestation, à l'initiative des familles d'otages qui dénoncent la façon dont, selon elles, « Netanyahou a abandonné les otages » en menant une politique de guerre à outrance et en refusant de discuter avec le Hamas.

Des dissensions se sont aussi fait jour au sommet de l'État, au sein même du gouvernement et avec l'état-major. Le porte-parole de l'armée a déclaré en substance que détruire le Hamas était impossible, et que cela ne pouvait donc pas être un but de guerre. Si les deux ministres d'extrême droite du gouvernement sont partisans de l'annexion de Gaza, le ministre de la Défense, Yoav Gallant, s'est déclaré, lui, totalement opposé à une telle perspective, à l'instar de la plupart des dirigeants de l'armée. Ceux-ci se souviennent

parfaitement du coût humain et matériel entraîné par l'occupation de Gaza jusqu'en 2005, et ils n'ont pas envie de se retrouver à nouveau dans cette situation.

Mais si les dirigeants israéliens s'opposent sur la façon de finir la guerre à Gaza, ils étaient tous d'accord pour la lancer, et sur la façon de la mener en se livrant à un massacre pour terroriser les Palestiniens. Le ministre de la Défense qui apparaît aujourd'hui comme un opposant à Netanyahou avait déclaré, le 8 octobre 2023, qu'il fallait imposer un blocus total de Gaza et que les habitants de Gaza étaient « *des animaux qu'il fallait traiter comme tels* ».

En réalité, « l'éradication » du Hamas n'est pas le véritable objectif des dirigeants israéliens. Il leur serait tout à fait possible de composer avec lui afin de lui confier de nouveau la gestion du territoire. Il redeviendrait alors de fait le gendarme de Gaza, prêt à réprimer sa population en cas de besoin, en collaboration avec l'État israélien. C'est bien ce que l'organisation islamiste a fait pendant 16 ans, après qu'en 2007 elle eut pris le pouvoir à Gaza. Rappelons qu'avant d'accepter la mise en place de l'Autorité palestinienne, à la suite de la signature des accords d'Oslo en 1993, les dirigeants israéliens s'étaient refusés pendant des dizaines



ARIEL HERMONI/MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ISRAËLIEN

Après Netanyahou, c'est au tour du ministre de la Défense, Yoav Gallant, de s'entretenir avec le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, en visite à Tel-Aviv, le 22 octobre.

d'années à négocier avec l'OLP, alors dénoncée comme une organisation terroriste.

De son côté, le Hamas serait tout à fait disposé à un tel accord. En lançant les attaques du 7 octobre, il a cherché à s'imposer comme un interlocuteur incontournable vis-à-vis des dirigeants d'Israël, et, au-delà, des grandes puissances impérialistes, sans se préoccuper le moins du monde du prix que la population palestinienne aurait à payer. Il était en effet prévisible que les massacres commis le 7 octobre allaient entraîner en retour un déchaînement de violence à l'encontre des habitants de Gaza.

LA GUERRE AU LIBAN

Une telle solution n'est pas du tout d'actualité, car, pour refaire l'unité derrière lui, Netanyahu est engagé au contraire dans une politique de surenchère guerrière.

Pour faire oublier que les buts de guerre à Gaza n'avaient pas été atteints, il en a ajouté un nouveau : le retour des 60 000 Israéliens vivant dans une bande de quatre kilomètres le long de la frontière libanaise, qui ont été déplacés au début de la guerre à Gaza du fait des tirs de roquette du Hezbollah. Cette organisation cherchait ainsi à conforter son image de parti combattant face à Israël. Tout comme le Hamas, le fait que sa politique rejetait la

majorité de la population israélienne du côté de Netanyahu n'entraîne pas en ligne de compte.

L'armée israélienne mène la guerre au Liban avec les mêmes méthodes et avec le même cynisme qu'à Gaza. Netanyahu a ainsi menacé les Libanais de leur faire subir le sort des Gazaouis s'ils ne se débarrassaient pas du Hezbollah. Pour tuer son dirigeant Hassan Nasrallah et pour atteindre son bunker situé 6 mètres sous terre, l'armée israélienne a employé des bombes qui ont soufflé plusieurs bâtiments aux alentours, faisant des centaines de morts. Le centre de Beyrouth, la plaine de la Bekaa, à l'est du pays, et des villages chrétiens du nord ont aussi été bombardés. Tous les Libanais sont devenus des cibles potentielles. Sur les 5,5 millions d'habitants que compte le pays, plus d'un million se sont retrouvés sur les routes à fuir la guerre, cherchant refuge vers le nord du pays ou même en Syrie.

En riposte à l'invasion du Liban et à l'assassinat de Nasrallah, le gouvernement iranien a tiré près de 200 missiles contre Israël, près du double du nombre de ceux tirés en avril. Les dirigeants israéliens ont déclaré qu'ils riposteraient à leur tour. On est donc bien engagé dans une escalade dont il n'est pas possible de dire jusqu'où elle ira. La généralisation de la guerre à l'ensemble du Moyen-Orient n'est pas seulement une menace,



CAPTURE D'ÉCRAN

Bombardements israéliens sur la ville portuaire de Hodeïda, sur la mer Rouge, au Yémen, le 29 septembre.

elle a déjà commencé dans la mesure où l'armée israélienne a non seulement bombardé Gaza et le Liban, mais aussi à plusieurs reprises la Syrie, le Yémen et l'Irak.

NETANYAHOU DANS LA CONTINUITÉ DE SES PRÉDÉCESSEURS DEPUIS 1948

Netanyahu s'est engagé dans cette escalade pour sauvegarder son pouvoir et sous la pression de l'extrême droite. Mais, loin de constituer une rupture, sa politique est dans la continuité de celle de tous ses prédécesseurs depuis 1948. La politique des fondateurs d'Israël, en conformité avec l'idéologie sioniste, a visé à créer un État exclusivement juif, en usant de la violence à l'encontre des populations palestiniennes afin de les terroriser et de les faire fuir, et



Le missile visible sur la façade avant l'explosion a été lancé par un avion israélien, dans la banlieue sud de Beyrouth, le 22 octobre.



Soldats israéliens dans la bande de Gaza.

en s'imposant par la guerre aux États arabes voisins. Dès 1948, plus de 700 000 Palestiniens ont ainsi été spoliés de leurs biens et de leurs terres, contraints de s'exiler dans les pays voisins, dans des camps de réfugiés où leurs descendants vivent encore aujourd'hui. Une telle politique a conduit à enfermer la population israélienne dans une forteresse assiégée, en la condamnant à vivre l'arme au pied, et régulièrement le fusil à la main.

La nécessité de défendre la sécurité d'Israël a toujours été utilisée par ses gouvernements pour justifier leurs aventures guerrières, leurs interventions militaires et le fait de se retrouver dans le camp des États-Unis

contre les peuples voisins du Moyen-Orient. Ils ont pu d'autant plus utiliser cet argument que la politique des dirigeants des États arabes et des organisations palestiniennes, aussi bien l'OLP, laïque et socialisante, que le Hamas, professant un islamisme réactionnaire, a consisté à mener leur lutte sur le terrain militaire, en visant l'ensemble de la population israélienne, qu'ils contribuaient de cette façon à renvoyer dans les bras de ses dirigeants.

Les peuples de la région se sont ainsi trouvés enfermés dans un piège sanglant. La responsabilité en incombe à leurs dirigeants, à commencer par ceux de l'État d'Israël, qui ont

toujours nié le droit des Palestiniens à une existence nationale. Mais la responsabilité première en incombe à l'impérialisme qui a délibérément dressé les peuples juifs et arabes les uns contre les autres pour asseoir et maintenir sa domination. Les puissances coloniales britannique et française ont été les premières à le faire, à l'époque où elles se disputaient le contrôle de la région, puis les États-Unis ont pris le relais après la Deuxième Guerre mondiale.

UN ÉTAT DE GUERRE PERMANENT QUI SERT LES INTÉRÊTS DE L'IMPÉRIALISME

Depuis plusieurs décennies, les États-Unis apportent un soutien indéfectible à Israël car cela leur permet de disposer ainsi d'un allié sûr, capable de mobiliser sa population, convaincue qu'elle défend sa sécurité, et de lui faire faire la guerre pour jouer le rôle de gendarme de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient.

Les dirigeants israéliens n'ont jamais été de simples marionnettes des États-Unis. Plus d'une fois, ils se sont permis de manifester une certaine indépendance vis-à-vis de leur protecteur américain, le mettant devant le fait accompli. Mais l'impérialisme accepte d'avoir un allié remuant, qui ne leur obéit pas en tout point, car il y trouve son compte. Quand Netanyahu mène sa guerre contre l'Iran, il sert les intérêts de l'impérialisme qui cherche lui aussi à affaiblir, voire à renverser le régime de Téhéran.

Jusqu'où les dirigeants de Washington sont-ils prêts à appuyer leur allié israélien dans l'escalade actuelle ? À quelques semaines d'une élection présidentielle au résultat incertain, l'administration américaine n'est pas en état de décider grand-chose. Cette incertitude contribue à donner une marge



Insurgés syriens pendus à Damas en 1926 par les autorités françaises.



COMMONS

Réuni par l'Internationale communiste, le premier congrès des peuples d'Orient eut lieu à Bakou, dans le Caucase, en septembre 1920.

de manœuvre supplémentaire à Netanyahu.

Mais le prochain locataire de la Maison-Blanche, que ce soit le républicain Trump ou la démocrate Harris, peut tout à fait décider d'engager les États-Unis dans un conflit contre l'Iran. Dans un passé proche, les dirigeants américains ont été capables de faire la guerre en Irak et en Syrie, plongeant le Moyen-Orient dans le chaos.

POUR UNE FÉDÉRATION SOCIALISTE DES PEUPLES DU MOYEN-ORIENT

En tant que communistes révolutionnaires, nous sommes solidaires des Palestiniens, des Libanais et de tous les peuples

victimes de la violence de l'impérialisme et de l'État israélien qui lui sert de bras armé au Moyen-Orient. Dans la guerre qu'il mène, nous souhaitons la défaite militaire de l'État israélien. Mais nous devons aussi affirmer qu'il n'y aura pas de paix possible tant que tous les peuples de la région, y compris les Juifs et les Arabes qui vivent actuellement dans les frontières de la Palestine historique, ne disposeront pas de droits égaux.

Notre solidarité avec le peuple palestinien n'est pas un soutien politique au Hamas ou au Hezbollah, deux organisations nationalistes bourgeoises qui ne visent qu'à pouvoir disposer de leur propre appareil d'État dans le cadre du système impérialiste, et ainsi à pouvoir récolter eux aussi une part de l'explo-

tation de leur peuple. Même si l'impérialisme finit par accepter la création d'un petit État palestinien, qui resterait sous sa surveillance étroite et celle d'Israël, cela ne mettrait pas fin à l'oppression des peuples et n'apporterait ni la liberté ni la prospérité aux couches exploitées et aux travailleurs, victimes d'une double oppression, à la fois nationale et sociale.

À la politique des organisations nationalistes, les militants révolutionnaires prolétariens doivent opposer la perspective d'une lutte commune des travailleurs de tous les pays de la région pour mettre fin à la domination impérialiste, et pour bâtir une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient.

22 octobre 2024



Liban: le Hezbollah, un parti bourgeois nationaliste

Dès le 8 octobre 2023, en soutien au Hamas, le Hezbollah – le Parti de dieu – envoyait depuis le sud du Liban des roquettes sur Israël. Il ne pouvait rester à l'écart du conflit déclenché la veille par l'attaque du Hamas, alors que depuis quarante ans sa légitimité s'appuie sur son image de pilier de l'axe de la résistance à Israël. Pourtant toute son attitude par la suite a montré qu'il voulait éviter de s'engager dans une escalade guerrière que la population libanaise ne souhaitait pas. Mais aujourd'hui, après un an d'une guerre destructrice contre Gaza, il n'a pu empêcher que Netanyahou et les dirigeants israéliens tournent leurs armes contre lui et contre le Liban.

La population libanaise se trouve de nouveau plongée dans la guerre, subissant à la fois la barbarie de l'État israélien et les conséquences des calculs politiques du Parti de Dieu, qui avait sans doute espéré qu'un cessez-le-feu rapide à Gaza lui aurait permis d'arrêter ses tirs sans perdre la face. Après une série

d'attentats qui ont décapité une partie du commandement du Hezbollah et tué son leader Hassan Nasrallah, l'aviation d'Israël a pilonné sans relâche le sud du Liban, des quartiers de Beyrouth et la plaine de la Bekaa, tandis que ses troupes entraient dans le pays.

L'armée israélienne bénéficie

grâce à l'appui américain d'une supériorité militaire écrasante et a tiré les leçons de l'échec de sa précédente opération de 2006 contre le Liban. Ses coups se sont abattus dans les zones où vit la population chiite, punie pour son soutien supposé au Hezbollah. Dès les premiers jours, des milliers de civils ont été tués ou



HUSSEIN MALLA/AP/SIPA

**L'armée israélienne pilonne le sud et l'est du Liban.
Vue de la ville de Merjayoun, dans le sud du pays, le 23 septembre 2024.**

blessés et plus d'un million de Libanais poussés à l'exode, ne sachant plus où aller pour trouver la sécurité.

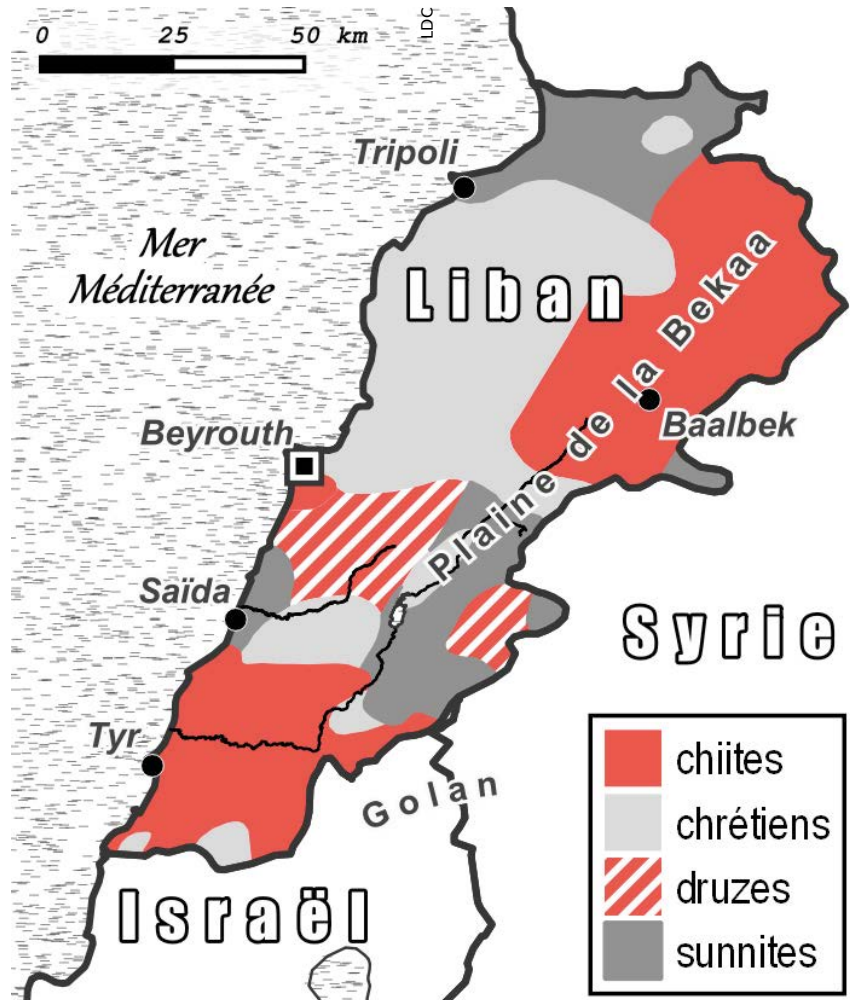
Depuis 1978, c'est la quatrième fois que l'armée d'Israël envahit le Liban. On ne compte plus les raids et bombardements opérés par son aviation durant la guerre civile de 1975-1990, puis ceux répétés entre 1996 et 2000, enfin ceux de la guerre de 2006 contre le Hezbollah. La destruction des réseaux électriques et de nombreuses infrastructures a conduit à un délabrement dont le pays ne s'est toujours pas remis.

Dès le début de la guerre à Gaza, la population libanaise, excédée par ces guerres successives et épuisée par une succession de crises, a montré que, malgré sa sympathie pour la cause palestinienne, elle ne souhaitait pas être entraînée dans le conflit. Le Liban a connu l'afflux de 1,2 million de réfugiés suite à la guerre en Syrie, l'effondrement économique de l'année 2019 et les conséquences de l'explosion en 2020 du port de Beyrouth, qui l'ont fait sombrer dans la pauvreté.

Tenant compte de ces sentiments et du rapport de force, le Hezbollah a donc tenté de limiter son engagement et ses initiatives militaires, restées relativement modérées comparées à la violence des attaques israéliennes. Mais l'offensive d'Israël, sans doute préparée de longue date, a transformé ce jeu dangereux en catastrophe. L'ensemble de la population libanaise vit désormais dans la crainte de subir le même sort que celle de Gaza, et les adversaires politiques du Hezbollah ne manqueront certainement pas de lui en rejeter la faute.

CONFESSIONNALISME ET INÉGALITÉS SOCIALES

C'est au lendemain de la Première Guerre mondiale que la France coloniale, pour mieux



Les principales communautés du Liban.

dominer une partie du Moyen-Orient arrachée à l'Empire ottoman, a séparé la Syrie du Liban. Les frontières du Liban furent tracées afin que les chrétiens maronites y soient majoritaires, au détriment des sunnites, des druzes et des chiites. Des liens commerciaux ancestraux avec les Arabes de Syrie et de Palestine étaient ainsi rompus.

En 1943, l'indépendance du pays ne mit pas fin aux clivages confessionnels créés par la puissance coloniale, au contraire elle les pérennisa. Les institutions politiques créées par la France favorisaient la minorité chrétienne maronite qui se voyait réserver le poste de président de la République, tandis que celui de Premier ministre revenait à un musulman sunnite, et qu'aux musulmans chiites était reconnu le poste de président du Parlement.

Dans les années 1950 et 1960, les inégalités sociales et territoriales se creusaient entre la capitale et les zones rurales, et entre les communautés. Pendant que Beyrouth devenait une grande place financière du Moyen-Orient, abritant une bourgeoisie chrétienne opulente, les habitants des zones rurales chiites du Sud Liban et de la vallée de la Bekaa vivaient dans le dénuement. Les infrastructures, communications, routes, écoles, cliniques, hôpitaux étaient rudimentaires. Beaucoup de villages n'avaient pas d'électricité et manquaient d'eau courante. Dans les années 1950, le niveau de vie des populations chiites était cinq fois inférieur à celui des habitants de Beyrouth. Vingt ans plus tard, en 1970, 50 % de leurs enfants n'étaient toujours pas scolarisés. Beaucoup émigrèrent des zones

rurales vers les banlieues sud et nord de Beyrouth, ce qui valut à celles-ci d'être appelées « ceinture de la misère ». Ils s'installèrent à côté des camps de réfugiés palestiniens qui avaient été chassés de leurs terres en 1948 par Israël. Ils partageaient leur condition d'ouvriers dans les usines et le secteur du bâtiment où ils se retrouvaient, ressentait la même révolte et les mêmes espoirs. Le courage et la détermination des Palestiniens devinrent un facteur de politisation et un encouragement à relever la tête. Au début des années 1970, les masses pauvres libanaises et palestiniennes se retrouvèrent de plus en souvent côte à côte dans les grèves et les manifestations.

LA GUERRE CIVILE DE 1975-1990 CONTRE LA GAUCHE LIBANAISE ET LES PALESTINIENS

C'est à cette mobilisation croissante que l'extrême droite chrétienne libanaise voulut mettre un coup d'arrêt en avril 1975, en massacrant les occupants palestiniens et libanais d'un bus revenant d'un meeting de solidarité avec les Palestiniens, alors qu'il traversait le quartier d'Aïn El-Remmaneh à Beyrouth. Ce fut le début d'une guerre civile qui devait durer jusqu'en 1990 et qui vit les milices de la gauche libanaise et palestiniennes se battre côte à côte contre celles de l'extrême droite. Cependant les dirigeants palestiniens, entraînés malgré eux dans ce conflit, entendaient toujours se limiter à leurs objectifs nationaux et ni eux ni les partis de la gauche libanaise n'envisageaient de mener à la tête des masses populaires une politique répondant à leurs aspirations au bouleversement social.

En 1976, ce fut l'armée syrienne, sur l'initiative de Hafez el-Assad, qui intervint pour



Manifestation des ouvriers de la grande usine Gandour devant le ministère des Affaires sociales, à Beyrouth, le 3 octobre 1979.

mettre un terme aux succès que les milices dites « palestino-progressistes » remportaient contre celles de l'extrême droite, laissant massacrer les Palestiniens du camp de Tell-al-Zaatar. L'espoir de voir le conflit déboucher sur un succès pour les masses pauvres fut ainsi vite douché. Le Liban, ravagé par la guerre civile, devint l'arène dans laquelle les puissances régionales, Syrie, Israël, Arabie saoudite puis Iran, s'affrontèrent par milices confessionnelles interposées.

En 1982, avec l'opération « Paix en Galilée », l'armée israélienne, décidée à éliminer les combattants palestiniens et leurs soutiens libanais, envahit le Sud Liban. Elle bénéficiait de la neutralité de Nabih Berri, chef de la puissante milice chiite Amal, soutenu par la Syrie, qui avait approuvé le projet d'expulsion des Palestiniens. L'armée israélienne assiégea et bombardait Beyrouth, avec l'objectif d'installer au pouvoir son allié chrétien Bachir Gemayel, chef du parti phalangiste d'extrême droite. L'offensive se termina par l'expulsion des combattants de l'OLP vers Tunis et le massacre des habitants des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, perpétré en septembre 1982 par les milices chrétiennes avec la complicité de l'armée israélienne. Cependant, le projet israélien d'ins-

taller à Beyrouth un pouvoir politique à ses ordres tourna court : Bachir Gemayel trouva rapidement la mort dans un attentat, dû sans doute aux services syriens.

LA NAISSANCE DU HEZBOLLAH

Au début des années 1980, la guerre civile était dans une impasse et les organisations de la gauche libanaise et des nationalistes palestiniens de l'OLP s'étaient révélées incapables de mener la politique révolutionnaire qu'aurait nécessité la situation. C'est alors que le Hezbollah trouva l'espace pour s'enraciner, en particulier au sein de la communauté chiite qui représente 40 % de la population libanaise et qui en est la fraction la plus pauvre.

Israël, qui avait échoué à installer un régime à sa botte à Beyrouth, resta au sud du Liban et y créa l'Armée du Liban Sud (ALS) à partir de milices chrétiennes d'extrême droite. Le Hezbollah surgit en réaction à cette occupation, à partir d'une petite faction militaire regroupant des militants décidés à combattre l'armée israélienne et l'ALS. Elle regroupait des militants du parti islamiste Dawa, des étudiants et oulémas chiites



Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah assassiné le 27 septembre 2024 par les bombardements qui le ciblaient dans la banlieue sud de Beyrouth (ici le 3 novembre 2023 en vidéo).

et des dissidents de la puissante milice chiite Amal soutenue par la Syrie. Forte de 30 000 hommes armés, celle-ci s'était scindée lorsque Nabih Berrri avait approuvé le projet d'expulsion des Palestiniens de Beyrouth.

Avec le reflux du panarabisme, les échecs de l'OLP et la trahison évidente de la cause palestinienne par les États arabes, les regards se tournaient vers l'Iran. Le prestige de la révolution, qui en 1979 avait chassé un régime inféodé aux États-Unis, était immense même si elle avait finalement porté au pouvoir les ayatollahs et instauré le régime réactionnaire de la république islamique. Dans tout le monde musulman chiite comme sunnite, nombre de ceux qui aspiraient à un changement se

tournaient vers les tendances intégristes radicales.

L'Iran de Khomeini dépêcha 1 500 gardiens de la révolution pour former et entraîner militairement les futurs combattants du Hezbollah, parmi lesquels figurait Hassan Nasrallah. Séduits par l'audace des opérations militaires du parti islamiste, de plus en plus de jeunes déterminés à mettre un terme à l'occupation israélienne le rejoignirent. En 1985, c'est par une *Lettre aux opprimés dans le monde* que l'organisation, jusque-là clandestine, proclama son existence. Elle se plaçait sous la direction du guide suprême iranien, oracle de la résistance islamique. Tout en plaidant pour l'instauration d'une république islamique au Liban, la lettre fustigeait le

confessionnalisme. Elle appelait à combattre l'impérialisme nord-américain, Israël, l'OTAN, mais aussi l'URSS et le communisme. Plus que son projet d'État islamique, la jeunesse chiite jusque-là influencée par les mouvements de gauche, fut séduite par les discours antiaméricains du Hezbollah et son opposition farouche à l'occupation israélienne.

UN PARTI BOURGEOIS ET ANTICOMMUNISTE

Le Hezbollah élargit sa base sociale en organisant des réseaux d'assistance aux plus démunis autour des mosquées, et en usant de démagogie pour s'imposer comme le représentant exclusif des déshérités libanais. Mais s'il prétendait aider les plus pauvres, le Parti de Dieu attendait d'eux qu'ils restent sous sa coupe et se soumettent aux règles édictées par l'islam. Il ordonna la fermeture des magasins d'alcool et fit pression sur les femmes pour qu'elles se voilent. Il combattit ses rivaux de la milice Amal par la violence. Féroce opposé à la lutte de classe, le Hezbollah mena aussi une campagne d'assassinats ciblés contre les organisations de gauche ayant une influence parmi les travailleurs. Ainsi, en 1987, son dirigeant Subhi al-Toufeili fit assassiner une trentaine de cadres du Parti communiste libanais, notamment Mehdi Amel et Hussein Mroué.

En 1989, les accords de Taëf en Arabie saoudite, conclus sous l'égide des États-Unis, mirent un terme à quinze ans de guerre civile libanaise. Grâce au soutien de leurs parrains respectifs, les milices des différentes communautés en sortirent renforcées militairement et financièrement. Par la suite, leurs chefs firent main basse sur les entreprises et les services publics, dépeçant un État fragilisé.



Sur le drapeau du Hezbollah : « *Le Hezbollah est le vainqueur* » ; « *La résistance islamique au Liban* » ; un bras tendu, poing serré autour d'une Kalachnikov ; au-dessous le globe terrestre.

Compagnie d'électricité nationale, compagnie des eaux, Régie des tabacs, caisse de sécurité sociale... rien n'échappa à leur contrôle. Le Liban, dont le sud continuait à être occupé par Israël, était surtout placé sous la tutelle de la Syrie de Hafez el-Assad. Celle-ci ayant défendu le droit du Hezbollah à la résistance contre Israël, à ce titre ce dernier put conserver ses armes lourdes, contrairement aux autres milices libanaises qui les rendirent en 1991.

Au milieu des années 1990, le mécontentement social recommença à s'exprimer au Liban et une vague de grèves secoua le pays. Face à cette contestation ouvrière, on vit que les différents seigneurs de guerre pouvaient se retrouver unis dans la défense des intérêts de la bourgeoisie. Le gouvernement du sunnite Rafic Hariri, soutenu par l'Arabie saoudite, le Hezbollah et Amal mirent de côté leurs rivalités pour réprimer ces grèves. De plus, ils élaborèrent une stratégie pour neutraliser la Confédération générale des travailleurs du Liban (CGTL) qu'ils avaient en ligne de mire. En effet, la CGTL regroupait des travailleurs de toutes confessions et avait pu, en pleine guerre civile, organiser des manifestations contre l'occupation israélienne en s'opposant aux divisions confessionnelles et au pouvoir des milices.

Ainsi, en juillet 1995, lors de la grève générale appelée par la centrale syndicale, le gouvernement de Rafic Hariri interdit toutes les manifestations et put compter sur l'appui de l'armée syrienne qui s'était déployée à Beyrouth et dans d'autres villes. Deux ans plus tard, une révolte de la population pauvre de la vallée de la Bekaa fut réprimée par l'armée libanaise avec le soutien militaire du Hezbollah. En 2004, lorsque des travailleurs mobilisés à l'appel de la CGTL subirent une répression de l'armée qui fit quatre morts,

le Hezbollah la justifia en invoquant une « ligne rouge » à ne pas dépasser.

Les chefs de partis s'entendirent en fait pour créer des syndicats sur des bases confessionnelles dans l'agriculture, les transports, la construction, l'imprimerie, la presse, le secteur de la santé, les coopératives et l'électricité. Cette prolifération de fédérations et de syndicats, souvent des coquilles vides, permit de faire passer la majorité des sièges de direction de la CGTL aux mains d'Amal et du Hezbollah. Au nom des intérêts de la communauté chiite ou de la résistance à Israël, ces dirigeants syndicaux s'opposèrent à tous les combats offensifs des travailleurs. Le Hezbollah qui prétendait représenter les couches pauvres se montrait ainsi d'abord un défenseur des intérêts de la bourgeoisie, dont il représentait en fait une fraction.

UN DÉFENSEUR DE L'ORDRE SOCIAL

La guerre permanente avec Israël permit en retour au Hezbollah de gagner du crédit et d'asseoir son pouvoir. Sa popularité fut renforcée lors de la guerre de 2006, lorsque ses combattants obligèrent les troupes israéliennes qui avaient envahi le Sud-Liban à faire demi-tour. D'autant plus que l'armée libanaise était restée l'arme au pied, alors que de nombreuses villes avaient été rasées et qu'une grande partie des infrastructures du pays étaient détruites. Au-delà même de la population chiite, le Hezbollah faisait figure de rempart à la menace israélienne.

Par la suite, son poids économique, politique et militaire n'allait cesser de croître au sein d'un État déliquescents, en partie grâce au soutien financier de l'Iran qui aurait été de 700 millions à 1 milliard de

dollars par an dans toute la période.

Le Hezbollah entra au Parlement pour la première fois en 1992, et en 2005 au gouvernement. Au printemps 2008, il riposta par un coup de force militaire à l'ouest de la capitale à une décision du Conseil des ministres qui menaçait ses intérêts. Au prix de soixante-cinq morts et près de deux cents blessés, il obtint de fait un droit de veto sur les décisions du gouvernement au point que dès lors, rien ne se décida plus sans son aval.

En quarante ans, le Hezbollah est devenu un acteur incontournable de la politique libanaise, implanté en particulier au sein de la population chiite. Soins, emploi, sports, culture ou éducation, il faut passer par lui pour avoir accès à ces services. Il est devenu le plus gros employeur et les réseaux caritatifs et les institutions qu'il contrôle se sont considérablement étoffés. L'effondrement du système bancaire en octobre 2019 a renforcé le clientélisme et la corruption. La population ne pouvant plus accéder à ses économies a pu se tourner vers ses organismes de micro-crédits, qui lui fournissaient sur le champ des devises contre de l'or.

Sur le plan militaire, les capacités du Hezbollah sont devenues bien supérieures à celles de l'armée libanaise dont les troupes sous-équipées ne sont guère motivées par une solde qui va de 20 euros pour les soldats à 80 pour les officiers. Le Hezbollah, lui, a pu revendiquer 100 000 hommes et un arsenal comprenant des engins de toutes sortes, des drones, 150 000 roquettes et missiles. Néanmoins sa popularité a été écornée par son intervention dans la guerre en Syrie, après 2011, en soutien au régime contesté de Bachar el Assad. L'envoi de 7 000 combattants armés et dirigés par un com-

mandement iranien lui a valu la désaffection des autres communautés. Il est apparu alors comme largement compromis avec une dictature sanguinaire et comme une force agissant pour le compte de l'Iran.

Si, par ses tirs réguliers de roquettes contre Israël et sa rhétorique guerrière, le Hezbollah a accepté d'être un outil de dissuasion au service de l'Iran, il défend avant tout ses intérêts et ceux de la bourgeoisie libanaise.

Cela a pu y compris passer par les échanges indirects et les compromis avec l'État israélien. Ainsi en 2022, Israël et le gouvernement libanais, au sein duquel le Hezbollah prédomine, ont passé un compromis concernant l'exploitation par Total d'un champ gazier en Méditerranée. Le Hezbollah faisait ainsi la démonstration que les intérêts de la bourgeoisie libanaise passaient avant tout autre considération.

L'ARMÉE ISRAËLIENNE SUR DES SENTIERS CONNUS

L'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, suivie de la destruction de Gaza, du massacre des Palestiniens par l'armée israélienne et maintenant son offensive au Liban a changé la donne. Forts du soutien inconditionnel des États-Unis, Netanyahu et ses généraux sont lancés dans une fuite en avant guerrière et les chars israéliens reprennent des routes déjà parcourues à plusieurs reprises. En voulant abattre le Hezbollah, ils ne veulent pas seulement restaurer la sécurité des populations du nord d'Israël menacées par les roquettes du Parti de Dieu, mais réduire à l'impuissance un parti nationaliste représentant une fraction importante de la bourgeoisie libanaise. Dans la ligne de toutes les interventions militaires d'Israël contre ses voisins, il s'agit de briser dans l'œuf les tentatives des bourgeoisies nationales voisines, ou même de fractions d'entre elles, d'accéder

à un certain développement et d'échapper un peu à la tutelle de l'impérialisme.

Visiblement peu instruits par leurs échecs précédents, les dirigeants israéliens sont sans doute prêts à renouveler leurs tentatives d'installer au Liban un pouvoir qui leur soit inféodé. Les discours de Netanyahu montrent qu'il rêve même d'en faire autant dans d'autres pays de la région, en Syrie voire en Iran. Sa folie guerrière n'amènera pas plus d'ordre au Moyen-Orient, mais au contraire un plus grand désordre et ne peut que conduire le pouvoir israélien dans de nouvelles impasses. Malheureusement, elle est d'abord l'annonce de nouveaux massacres et de nouvelles destructions au Liban, qui s'ajouteront à celles de Gaza. Cette barbarie croissante est le prix exorbitant du maintien de la domination de l'impérialisme, et de celle de son serviteur tout-puissant qu'est Israël, sur le Moyen-Orient.

24 octobre 2024



1,2 million de déplacés, soit un Libanais sur quatre, cherchent un refuge. Ici, des habitants ayant fui le sud du pays arrivent à Beyrouth, le 25 septembre 2024.



Nouvelle-Calédonie: face à la répression coloniale

Le 1^{er} octobre, dans son discours de politique générale, le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, a laissé entendre que le texte concernant le dégel du corps électoral, qui a mis le feu aux poudres le 13 mai en Nouvelle-Calédonie, serait abandonné. Mais le lendemain, sans doute pour donner des gages à la droite calédonienne montée au créneau, il assurait que la question du dégel du corps électoral restait posée. Sur le fond des institutions comme des rapports sociaux, rien n'est réglé. Les travailleurs, les jeunes et les pauvres de Nouvelle-Calédonie redescendront dans la rue.

Pour rétablir l'ordre dans sa colonie, l'État français n'aura pas lésiné sur les moyens. Alors que, selon Sonia Backès, dirigeante loyaliste de la province Sud, ministre de Macron de la mi-2022 à la mi-2023, les insurgés les plus déterminés étaient au plus fort 8 000, alors que les Kanaks et les Océaniens représentent 130 000 habitants de l'archipel, l'État français aura déployé 6 000 policiers et gendarmes pour quadriller le territoire, multiplier les contrôles, démonter les barrages. Depuis l'explosion de colère du 13 mai, plus de 3 000 personnes ont été arrêtées et la machine judiciaire tourne en ce moment à plein régime. Alors que les militants d'extrême droite et de droite loyaliste qui ont monté des barrages, y compris en s'armant, ne sont pas inquiétés, il s'agit de faire passer aux Kanaks et Océaniens l'envie de se révolter. La prison de Camp-Est est surpeuplée. Dans le plus pur style colonial, les juges ont déporté sept dirigeants nationalistes kanaks en métropole, les ont mis en prison ou en liberté surveillée à 17 000 kilomètres de chez eux. Enfin, dans les affrontements,



Barrage dans le quartier de Magenta, à Nouméa, le 22 mai 2024.



Déploiement de gendarmes en Nouvelle-Calédonie, le 23 mai dernier.

treize personnes sont mortes, deux gendarmes, dont l'un tué par l'un de ses collègues, dix Kanaks, et un Caldoche. Et c'est après avoir tiré à vue et tué deux jeunes le 19 septembre à Saint-Louis, c'est après avoir menacé de recommencer si les jeunes recherchés ne se rendaient pas, que la gendarmerie a obtenu la reddition de plusieurs d'entre eux.

Si la répression coloniale déployée par l'État français a fait revenir le calme, aucune des causes profondes à la source de cette explosion de colère, dont l'ampleur a surpris et les dirigeants nationalistes et le gouvernement français, n'est résolue. La société calédonienne reste une société profondément inégalitaire, où les Kanaks sont méprisés, plus souvent au chômage, moins bien payés, peuplant les bidonvilles de Nouméa ou la prison de Camp-Est. La jeunesse kanake ou wallisienne est refoulée, ignorée, victime de racisme, sans perspective. Seuls la bourgeoisie et les notables, enfermés dans leurs résidences dans leurs quartiers réservés ont pu être surpris que la colère accumulée leur explose à la figure. La politique qu'ils mènent depuis le 13 mai, la répression coloniale et les volontés d'apartheid qu'ils affichent conduiront inmanquablement à de nouvelles explosions de colère. Une raison de plus s'il en faut pour discuter des perspectives que cette colère pourrait se donner.

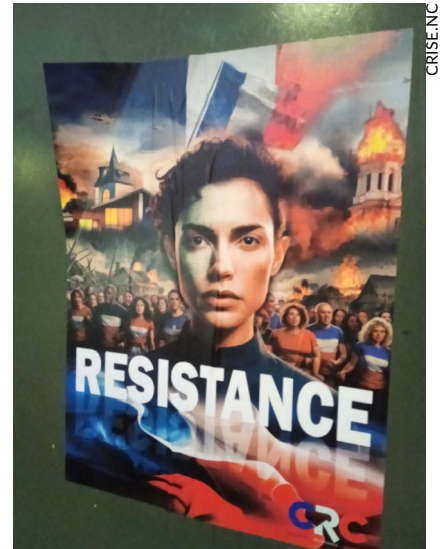
UN FOSSÉ CREUSÉ PAR LES LOYALISTES

C'est la droite loyaliste qui, voyant son avance électorale s'effriter depuis plusieurs années, a poussé le gouvernement à dégeler le corps électoral. Ce gel, décidé dans sa forme actuelle en 2007, réserve le vote aux élections locales aux électeurs qui résident depuis plus de 10 ans sur l'archipel. Avec le dé-

gel du corps électoral, la droite comptait sur de nouveaux bataillons d'électeurs d'origine métropolitaine pour mettre en minorité les Kanaks, assurer ses positions, récupérer la présidence du Congrès et la tête du gouvernement local. Pour toutes les écuries politiciennes qui font habituellement assaut de démagogie envers l'immigration, et dont certains agitent l'épouvantail du « grand remplacement », force est de constater qu'il y a de bons immigrés : ceux qui viennent de France pour peupler la Nouvelle-Calédonie...

Après cinq mois de mobilisation, la droite est probablement de ce point de vue en moins bonne position car un certain nombre d'électeurs venus de métropole ont pris peur et font leurs valises. Si la droite insiste pour que l'État et les assurances interviennent le plus vite possible, c'est aussi pour limiter ce genre de pertes. Pour rassurer cet électorat, Sonia Backès a aussi avancé une nouvelle perspective : une « fédération », en réalité l'apartheid. Celle qui a été la secrétaire d'État à la Citoyenneté de Macron a déclaré que « *le monde kanak et le monde occidental [sont comme] l'huile et l'eau, [ils] ne se mélangent pas* ». Le 14 juillet dernier, elle a défendu l'idée d'une séparation des trois provinces de Nouvelle-Calédonie, jugeant que le « *destin commun a échoué* ». Ces déclarations, assorties de mesures spécifiquement anti-Kanaks, comme la suppression de l'aide médicale dans la province Sud dont bénéficiaient les plus pauvres, c'est-à-dire les Kanaks, pour les inciter à partir dans la province Nord, ont été comprises comme la volonté d'instaurer un régime d'apartheid, coupant la riche province Sud du reste de l'archipel.

Ces déclarations cadrent avec la radicalisation d'une partie de la population d'origine métropolitaine ou descendant des Caldoches, de petits bourgeois de



Affiche du Collectif de résistance citoyenne

toute origine, qui estiment qu'ils ont quelque chose à défendre dans la Nouvelle-Calédonie coloniale. Ils ont formé des groupes de « voisins vigilants », et organisé des barrages, avec l'accord quasi explicite du haut-commissaire représentant l'État français sur place. Une cinquantaine de ces groupes se sont fédérés dans un Collectif de résistance citoyenne, le CRC, sous la direction de Willy Gatuhau, ex-maire de Païta, condamné à trois ans d'inéligibilité pour une affaire d'achat de voix, qui voit là l'occasion de faire émerger une nouvelle organisation politique qu'il espère prête aux méthodes plus dures. Ainsi ce politicien véreux, déjà impliqué dans les affrontements entre loyalistes et indépendantistes des années 1980, qui ont fait près de cent morts, dit vouloir, aujourd'hui, éviter « *le pire* », « *la guerre civile* ». Mais à la question « *le CRC pourrait-il aller jusqu'à prendre les armes ?* », il répond « *On n'en est pas là pour l'instant, mais ce que je dis, c'est que je ne me laisserai pas faire* », reflétant sans aucun doute le sentiment de ses troupes prêtes à passer à des actions d'un autre niveau. Sur les barrages qu'ils ont montés à l'entrée de leurs quartiers, ils ont déjà agi en dehors du cadre légal, jugeant la mobilisation policière insuffisante,

parfois armés, certains portant cagoules et tenues militaires. Le CRC sera-t-il la matrice d'une organisation fascisante ? Les groupes de « voisins vigilants » en ont pris en tout cas plusieurs traits caractéristiques.

L'INTÉGRATION DES PARTIS NATIONALISTES KANAKS

Le mouvement nationaliste kanak s'est organisé à la fin des années 1970 au travers d'un premier Front indépendantiste en 1979 et à partir de 1984 dans le FLNKS, le Front de libération national kanak et socialiste. Son objectif est toujours à ce jour officiellement l'indépendance kanake et socialiste mais les manières d'interpréter ces termes sont en réalité très diverses. En tout cas, elles n'ont pas grand-chose à voir avec le socialisme de Marx. Parmi les quatre partis fondateurs du FLNKS, l'un des principaux, le Palika, le Parti de libération kanake, se disait dans les années 1970 marxiste, partisan de l'émancipation par la lutte, et défendait la mise en place d'une économie collective après l'indépendance. Le Palika rejoignit le FLNKS parce que celui-ci adopta à sa fondation en 1984 une stratégie de boycott des institutions et des élections. Durant les « évènements » de 1984-1988, qui opposèrent violemment les Kanaks révoltés et l'État français et qui se terminèrent en 1988 par le massacre de la grotte d'Ouvéa, il constituait la ligne la plus radicale au sein du camp indépendantiste. Mais tout radical qu'il était, le Palika soutint les accords de Matignon de 1988 négociés dans le dos des Kanaks entre Jean-Marie Tjibaou, la droite anti-indépendantiste et l'État français. Des accords qui, après quatre années de lutte et près de cent morts, renvoyaient la question de l'indépendance à un référendum dix ans plus tard, et qui ménageaient une place aux nationalistes dans les nouvelles

institutions calédoniennes. Après l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou en 1989 par un opposant kanak aux accords de Matignon, c'est Paul Néaoutyine, dirigeant du Palika, qui prit la tête du FLNKS et qui signa les accords de Nouméa en 1998. Après que le référendum promis en 1988 eut été annulé de peur de réveiller la mobilisation kanake, ces nouveaux accords étaient, encore une fois, présentés comme une étape vers l'indépendance parce qu'ils promettaient, de nouveau, des référendums mais cette fois vingt ans plus tard. En attendant, ces accords organisaient un peu plus « la souveraineté partagée », c'est-à-dire l'intégration des partis kanaks aux institutions et à l'économie calédoniennes. Le Palika qui, sur le papier, défendait toujours l'indépendance kanake et socialiste, accédait dès 1999 à la tête de l'exécutif de la province Nord. En 2012, il soutint Hollande lors de l'élection présidentielle. Sous l'étiquette UNI, Union nationale pour l'indépendance, il a aujourd'hui des élus au Congrès dans les trois provinces. Depuis 2019, un de ses dirigeants, Louis Mapou, est à la tête du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, l'exécutif local, la vice-présidente étant une femme de droite, anti-indépendantiste, dans la logique

de ces institutions bâties pour que les politiciens kanaks et caldoches se partagent le pouvoir et que l'impérialisme français garde la main sur l'archipel.

Le Palika s'est tellement intégré à ces institutions que, quelques jours après l'explosion de colère du 13 mai, les notables du Palika se sont ouvertement désolidarisés de la jeunesse en colère quand sa mobilisation a débordé des cadres initialement prévus. Macron en a appelé à leur intervention pour calmer les jeunes, ce qu'ils ont fait, sans effet. Louis Mapou, tout en dénonçant le dégel du corps électoral, déclarait fin mai : « *La frustration, la colère ne doivent pas nous engager dans une dynamique de rupture. [...] On ne peut pas se mettre tout d'un coup à détruire ce qu'on a construit difficilement depuis 1988.* » Puis le 8 juin, il ajoutait qu'il ne pouvait « *pas croire un seul instant que l'émancipation à laquelle nous travaillons depuis des années se construise sur la destruction de ce que nous avons déjà réussi à réaliser* ». Le 26 août dernier, c'est le président de la province Nord, Paul Néaoutyine, qui attaquait l'Union calédonienne (UC), la rendant responsable du onzième mort, tué par la police le 15 août, dénonçant sa « stratégie du chaos » et justifiant ainsi l'absence de son parti au congrès

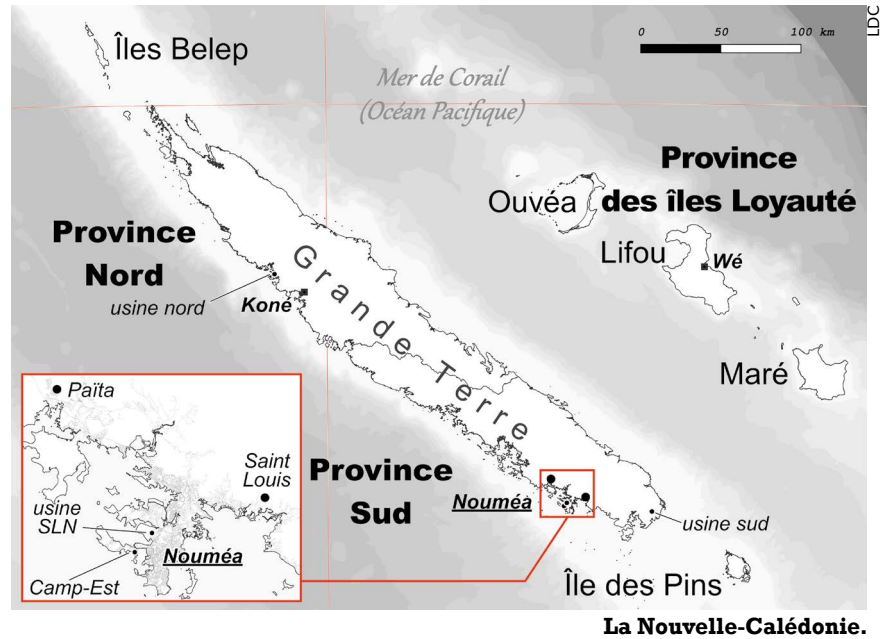


Louis Mapou (Palika) et Sonia Backès (loyaliste).

du FLNKS du 30 août, se retirant en même temps de sa direction. Pour le député loyaliste Nicolas Metzdorf, descendant d'une famille de colons éleveurs et des plus réactionnaires, c'est le modéré Palika que l'État français devrait privilégier comme interlocuteur chez les Kanaks, et non les « terroristes », comme il les qualifie, de l'Union calédonienne et de la CCAT.

L'UC est l'autre grand parti du FLNKS, celui de Jean-Marie Tjibaou, figure centrale des événements de 1984-1988, et d'Éloi Machoro, assassiné par le GIGN en 1985. L'un de ses représentants est actuellement le très modéré Roch Wamytan, président du Congrès de 2019 à septembre dernier. L'UC est en concurrence électorale avec le Palika. Alors qu'elle apparaissait comme plus modérée dans les années 1970 et 1980, elle apparaît aujourd'hui comme plus radicale. Christian Tein, aujourd'hui emprisonné à Mulhouse en tant que dirigeant de la CCAT, la Cellule de coordination des actions de terrain, qui a organisé les manifestations monstres contre le dégel du corps électoral avant le 13 mai, est membre de sa direction. Mais si l'UC apparaît comme plus radicale que le Palika, c'est surtout parce que le Palika apparaît maintenant comme un parti de notables, déconnecté des problèmes des jeunes et des travailleurs.

L'Union calédonienne a été créée en 1953 sur la base d'une fusion de partis confessionnels catholique et protestant pour participer aux premières élections. Il prônait l'entente entre les communautés caldoche et kanake et ne revendiquait pas à ses débuts l'indépendance du territoire, mais une certaine forme d'autonomie. Aujourd'hui, sa revendication est l'indépendance-association ou l'État-association c'est-à-dire une forme de statut qui pourrait ressembler à celui de Mona-



co dans lequel l'État français conserverait le pouvoir dans les domaines militaire et diplomatique tout en concédant une large autonomie sur le reste. Déjà du temps de Jean-Marie Tjibaou, sa politique consistait à se faire l'intermédiaire entre la Nouvelle-Calédonie et Paris, se mettant en position de prendre pour lui les miettes de pouvoir que l'impérialisme pouvait laisser tomber. Au sortir de ces cinq mois d'émeutes et de mobilisations, que l'UC a accompagnées sans les désavouer, ce parti considère qu'il faut reprendre les négociations avec l'État français pour faire évoluer les institutions vers plus d'indépendance.

L'UC comme le Palika, parce que ce sont en fait des organisations de la petite bourgeoisie qui se positionnent sur le terrain nationaliste pour accéder aux postes, n'ont pour perspective, chacune à leur manière, que plus ou moins de négociations avec l'État français, plus ou moins d'intégration dans le capitalisme international. Leurs positions correspondent aux aspirations des notables mais sont une impasse pour les plus pauvres et pour les travailleurs.

LA DOCTRINE NICKEL DU FLNKS

Le nationalisme kanak s'appuie sur le nickel. Les nationalistes nourrissent ainsi auprès de la population l'espoir que la richesse représentée par le minerai pourrait donner les moyens d'une indépendance qui ne soit pas, dans le cadre du capitalisme, une descente aux enfers économiques. Cependant l'histoire du Congo, de Madagascar et de tant d'autres pays a depuis longtemps démontré qu'extraire des richesses de son sous-sol ne garantit pas, bien au contraire, d'être à l'abri du pillage impérialiste et de la misère. Dans le monde capitaliste, la richesse en matières premières est plus souvent synonyme de soumission, d'exploitation. C'est que ces matières premières consommées par les industries des pays capitalistes les plus riches doivent être exportées aux conditions des marchés internationaux, par l'intermédiaire de trusts qui imposent leurs conditions, voire qui organisent ou suscitent les guerres pour les accaparer.

Pour tenter d'échapper à la rapacité des trusts, ou faire croire que ce serait possible, les nationalistes ont mis au point une doctrine, la doctrine nickel,



L'usine de la Société Le Nickel à Doniambo, à côté de Nouméa.

qui se décline en trois points : la maîtrise de la ressource nickel, l'arrêt des exportations de minerai brut, et la volonté de devenir majoritaire dans le capital des usines de transformation métallurgique, notamment celui de la Société Le Nickel (SLN), l'usine historique qui se trouve dans la province Sud, la propriété des mines et des usines devant permettre de capter plus de richesses. Concrètement, les partis nationalistes ont entraîné les Kanaks dans plusieurs batailles : la montée des provinces au capital de la SLN, l'opérateur historique, l'implantation d'une usine dans la province Nord et la bataille pour la reprise du capital de l'usine Sud par des acteurs locaux. Si l'on peut bien comprendre que les Kanaks soient révoltés par le pillage qu'opèrent les trusts, la politique que les partis nationalistes mettent en avant n'a pas permis de changer quoi que ce soit, sauf pour une couche de notables et de petit bourgeois qui ont trouvé là des postes.

La dépendance de la Nouvelle-Calédonie aux trusts internationaux reste totale. Ainsi la société Le Nickel (SLN) est l'opérateur historique dont les activités de transformation ont commencé en 1910. Fondée par la banque Rothschild, elle est aujourd'hui filiale d'Eramet, un trust entre les mains de la famille française Duval, qui vante le fait que son usine à Doniambo est le premier exportateur mondial de ferronickel. La SLN

a fait entrer en 2000 dans son capital la Société territoriale calédonienne de participation industrielle (STCPI), regroupant les trois provinces calédoniennes à hauteur aujourd'hui de 34 %. Dans les faits, la SLN est gavée d'argent public dont une bonne partie remonte toujours aux actionnaires métropolitains d'Eramet, qui ont toujours la main. Un rapport de l'Inspection des finances rappelait en 2023 que l'ensemble de la filière a été soutenu à hauteur de deux milliards d'euros en six ans par l'État, la plus grande part étant captée par la SLN, de façon directe ou indirecte, comme la fourniture d'une électricité en dessous du prix du marché.

LA FERMETURE DE KNS, LA DICTATURE DU CAPITAL

Plus encore que les participations dans la SLN, c'est KNS (Koniambo Nickel SAS) qui symbolise le mieux la doctrine nickel du FLNKS. Mais fin août, alors que la mobilisation des Kanaks était loin d'être retombée, la direction de l'usine KNS procédait au licenciement, annoncé avant l'explosion de colère du 13 mai, de 1 200 travailleurs de l'usine. Cette usine est tout un symbole. Elle a été inaugurée en 2014 par François Hollande. Implantée dans la province Nord, elle est le fruit de la politique conjointe de l'État français et des nationalistes kanaks après les événements de 1984-1988, mais aussi

l'illustration que, dans le cadre du capitalisme, il n'y pas d'issue.

Après les « événements », l'État français a associé les notables kanaks aux institutions mais aussi aux affaires. Qualifiée de « souveraineté partagée », cette politique prévoyait de créer trois provinces dont deux, la province Nord et celle des îles Loyauté, devaient être gérées par les partis indépendantistes. L'État français donnait également aux institutions calédoniennes, à son gouvernement et à son Congrès, son parlement, une large autonomie, quasiment tous les pouvoirs sauf l'armée, la police, la justice et la diplomatie, les principaux pour l'impérialisme. Sur le terrain économique, l'État mit en place le programme des « 400 cadres », s'engageant à former des cadres issus des communautés océaniques pour les intégrer à la gestion de l'économie locale ainsi qu'à l'État en Nouvelle-Calédonie. L'usine KNS, que l'État s'engageait alors à construire, fut le « préalable minier » des accords de Nouméa de 1998, ceux qui précisaient les termes du partage du pouvoir local entre partis indépendantistes et anti-indépendantistes. Les indépendantistes expliquaient alors que la « souveraineté partagée » était vide de sens si l'économie et les richesses continuaient à être accaparées par la bourgeoisie caldoche et européenne dans et autour de Nouméa-la-Blanche. Le préalable minier était une promesse

de rééquilibrer l'économie calédonienne en faveur des Kanaks en investissant dans la province Nord. En 1998, les indépendantistes se sont battus pour obtenir un tel engagement, organisant manifestations et barrages. Ils en ont même fait une condition de leur signature des accords de Nouméa.

L'État dédommagea la SLN pour doter l'usine Nord d'une mine l'alimentant en matière première. Pour assurer sa construction et son exploitation, la province Nord s'associa à un industriel disposant de la technologie nécessaire, au début le groupe canadien Falconbridge, puis en 2013 le suisse Glencore. C'est Glencore qui a décidé de fermer le site fin août. Glencore avance l'argument de l'absence de rentabilité de l'usine KNS, des salaires et du coût de l'électricité trop élevés par rapport à la concurrence. Glencore, un trust internationalement connu pour encaisser un maximum d'argent public avant de fermer les sites qu'il a achetés peu cher, estime simplement qu'il fera plus de profit ailleurs qu'en Nouvelle-Calédonie. En attendant, dix ans après l'ouverture, ce sont, avec les emplois induits, 3 000 ou 4 000 travailleurs qui sont frappés par le chômage. Les promesses de rééquilibrage en faveur du Nord et des Kanaks ont fait long feu.

LA CRISE DU NICKEL

La troisième usine, l'usine Sud, d'abord propriété du trust brésilien Vale, est devenue en 2021, après bien des manifestations et des barrages, Prony Resources, une copropriété de la SPMSC, une société entre les mains des trois provinces, d'un fonds d'investissement néo-zélandais, de cadres de l'usine et du courtier en matières premières, le suisse Trafigura. Mais la chute des cours mondiaux du nickel a visiblement eu raison

des choix de Trafigura qui a décidé de se désengager, et cela bien avant l'explosion de colère du 13 mai. Avec le développement de la production de nickel en Indonésie, les capacités de production mondiale ont été multipliées, faisant retomber les cours qui s'étaient emballés en 2022 de 50 000 à 16 000 dollars la tonne aujourd'hui. Glencore, Eramet, Trafigura ont tous demandé, pour sauvegarder leurs bénéfices, d'être davantage subventionnés, ce qui ne les empêche pas dans le même temps de réorienter leurs investissements vers d'autres secteurs en sacrifiant les travailleurs calédoniens.

Les partis nationalistes kanaks n'envisagent pas d'autre politique que de s'insérer dans le marché capitaliste mondial. Ils ne peuvent le faire qu'aux conditions du marché mondial, c'est-à-dire en se soumettant aux trusts qui le dominent, en remettant l'avenir des peuples entre leurs mains, en se soumettant à l'impérialisme. C'est une impasse.

L'IMPASSE NATIONALISTE

En Nouvelle-Calédonie, la lutte sous la direction des notables se place sur le terrain de la bourgeoisie. Comme on l'a vu, l'indépendance n'est plus vraiment l'objectif des partis nationalistes, en tout cas des plus influents d'entre eux, qui cherchent seulement à obtenir de l'impérialisme une part plus grande du pouvoir local et de la gestion des richesses. Mais même s'ils arrivaient à leur fin, l'indépendance politique et administrative ne résoudrait rien car les Kanaks retomberaient inmanquablement dans d'autres dépendances, d'autres oppressions. Dans un monde dominé par l'impérialisme et les trusts, il n'y a pas de solution nationale. La plupart des indépendances gagnées dans les années

1960 ou 1970 ont abouti soit à la perpétuation de la domination des anciennes puissances coloniales qui ont simplement repeint aux couleurs nationales leur présence sur place, en donnant le pouvoir local à des marionnettes sélectionnées sur mesure, soit à la domination d'une puissance concurrente, souvent l'impérialisme américain. La plupart du temps, ces indépendances ont permis l'ascension d'une petite bourgeoisie locale qui s'est nourrie des miettes du pillage par les trusts, un pillage qui ne s'est jamais arrêté, mais pour les masses, si les maîtres ont parfois changé, leur esclavage n'a jamais cessé.

Les révolutionnaires sont solidaires de la lutte du peuple kanak, y compris de ses aspirations nationales. Ils dénoncent la répression coloniale, la machine judiciaire, et soutiennent les dirigeants de la CCAT pourchassés par l'impérialisme français. Mais ils combattent, politiquement, les nationalistes. Un tel combat ne signifie nullement tourner le dos aux aspirations nationales des masses populaires, ou renoncer à la solidarité face à la répression. Il s'agit de démontrer qu'il faut se battre contre toutes les oppressions, contre toutes les dominations, celle de la bourgeoisie française et caldoche mais aussi celle que la petite bourgeoisie nationaliste veut instaurer en prenant les rênes de la société. Une telle perspective est une perspective de classe. Seuls les travailleurs peuvent en finir réellement avec l'oppression, à condition de lutter pour le pouvoir en tant que travailleurs, en se considérant comme composante de la classe ouvrière internationale. Une telle politique ne peut être portée que par un parti communiste révolutionnaire contestant politiquement les partis nationalistes, organisant les travailleurs indépendamment d'eux.

Cette discussion dans le mouvement révolutionnaire



Manifestation contre la répression coloniale, à Poindimié, commune à majorité kanake dans la province Nord, le 27 juillet 2024.

a déjà eu lieu pendant les « événements ». La LCR s'effaçait à l'époque derrière les nationalistes, au nom de la solidarité anti-impérialiste. Aujourd'hui, d'autres, comme Révolution permanente, font le même choix¹, suivistes, opportunistes. Un tel choix est une démission politique vis-à-vis de la classe ouvrière qui existe en Nouvelle-Calédonie. Forte d'au moins 60 000 travailleurs, elle est faite de Kanaks, de Wallisiens, d'Européens, de descendants de colons. Elle a des intérêts communs contre la bourgeoisie caldoche et française qui cherche à diviser les travailleurs. Elle est seule capable, en tant que classe, à pouvoir offrir au peuple kanak une

voie pour en finir avec l'oppression qu'il subit depuis près de deux siècles, car elle seule s'oppose fondamentalement à la bourgeoisie impérialiste et au système capitaliste. Le cadre de la lutte devra dépasser l'étroitesse nationaliste. Cette perspective est profondément internationaliste. Et la mobilisation, l'énergie dont font preuve les Kanaks peuvent être porteuses d'une telle perspective à condition de se débarrasser du carcan nationaliste, en cherchant à entraîner dans leur lutte, pour commencer, les peuples de la région qui ont subi ou qui subissent les mêmes spoliations, les mêmes ségrégations, les mêmes humiliations de la part des grandes puissances, mais

aussi les classes ouvrières des pays riches.

Les aspirations des opprimés à échapper à la misère et à décider de leur sort ne peuvent se réaliser sans renverser l'impérialisme, c'est-à-dire l'ordre économique capitaliste, à la base des rapports de domination et des frontières qu'il a créées. Hors de cette perspective, nous sommes condamnés à voir se reproduire les inégalités et les violences qui alimentent le rejet, la haine et le racisme entre les travailleurs comme entre les peuples. Les travailleurs, qu'ils soient de France, de Nouvelle-Calédonie ou d'ailleurs sont les seuls à pouvoir mener ce combat.

17 octobre 2024

¹ Révolution permanente, « À nouveau sur Lutte ouvrière, la Palestine et la question nationale », 6 juin 2024.



Élections américaines : deux partis au service d'une même bourgeoisie

Après des mois de procès contre Trump et une condamnation, puis deux tentatives d'assassinat contre lui, après le remplacement express de Joe Biden par sa vice-présidente Kamala Harris, la campagne présidentielle américaine tourne à plein régime pour les élections du 5 novembre. Mais pour les classes populaires, durement frappées par l'inflation, comme pour le reste du monde dominé par l'impérialisme américain, l'enjeu de cette élection est limité. Les deux candidats, le milliardaire républicain ex-président et l'actuelle vice-présidente démocrate, diffèrent par le style mais annoncent une politique au fond similaire, dictée par les besoins des capitalistes américains.

ÉLECTION DANS UNE SOCIÉTÉ EN CRISE

Les États-Unis, impérialisme dominant, sont un concentré des tares du capitalisme. Le Covid y a tué bien plus que dans n'importe quel autre pays, sous Trump puis sous Biden. L'inflation, plus forte qu'en France, a obligé des millions de travailleurs à cumuler un deuxième voire un troisième travail précaire, sous peine de se faire saisir leur logement par les banques. Une panne de voiture, dans un pays presque sans transports en commun, fait passer des nuits blanches à des millions de travailleurs. Certains débloquent leur épargne de retraite, quand ils en ont une, sachant qu'ils devront alors travailler jusqu'à la mort. Le gouvernement vante le taux de chômage, officiellement très bas, mais moins de 63 % des adultes ont un travail déclaré (contre 73 % en France). Toute une partie de la population survit hors des circuits et des statistiques officiels.



EVAN VUCCI / AP

Le milliardaire Trump, alors président, reçoit le milliardaire Elon Musk en 2017.



NICK UT / AP

Kamala Harris a fait carrière comme procureure de Californie, avant de devenir sénatrice puis vice-présidente.

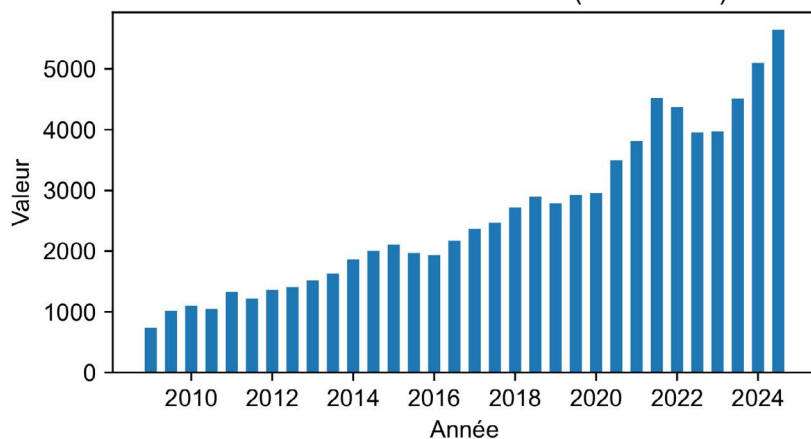


GARY CORONADO / LOS ANGELES TIMES

Sans-abri dans les rues de San Francisco.

LDC

Evolution de l'indice S&P500 (2009-2024)



Le principal indice boursier américain, le S&P500, a été multiplié par 8 depuis 2009, alors que le niveau de vie des travailleurs américains se dégradait.

Le nombre de morts par overdose a triplé en dix ans. Dans le seul centre-ville de Baltimore, de moins d'un million d'habitants, ces overdoses ont fait plus de victimes l'an dernier que dans toute la France. Dans la plus grande puissance économique mondiale, pour la première fois (en dehors des guerres), l'espérance de vie recule depuis dix ans.

Mais Biden et Harris vantent tous les jours les succès de leur politique économique. C'est le point de vue de leur classe. Pour tous ceux qui ont de l'argent et vivent du travail des autres, le soleil brille au plus haut. L'indice boursier américain a doublé depuis 2020, et a même été multiplié par huit depuis 2009. L'exploitation accrue des

travailleurs, les contrats ultra-profitables de l'État (notamment militaires), la spéculation, le pillage des pays pauvres portent leurs fruits. Les milliardaires sont quinze fois plus nombreux aujourd'hui qu'il y a trente ans (756 aux États-Unis). Une partie de la petite bourgeoisie, qui a acheté de l'immobilier ou des actions, a reçu une part du gâteau.

Cette explosion des profits sur fond de spéculation financière mène vers le précipice. Des intellectuels s'alarment de l'avenir ; des économistes alertent sur les risques de krach, dénoncent les excès de la finance, réclament des investissements aux capitalistes. Autant demander à une hyène de manger de l'herbe. Parasitaire, aveugle, ir-

responsable, la bourgeoisie n'a qu'une politique : empocher le magot, et adviene que pourra. Les deux candidats sont bien décidés à poursuivre sur cette voie. Leur campagne en est le reflet.

DES CANDIDATS À L'IMAGE DE LEUR CLASSE

L'élection présidentielle américaine est le phare du monde démocratique bourgeois. D'un bout à l'autre de la planète, la presse célèbre l'événement censé présider aux destinées du monde.

Le premier grand débat de l'élection, le 27 juin, entre Trump et Biden, était édifiant. D'un côté, un milliardaire clownesque et cynique, qui avait contesté le résultat de l'élection précédente et organisé l'envahissement du Capitole par ses partisans le 6 janvier 2021 (sans parler des affaires de corruption mêlant trafiquants et actrices pornographiques). De l'autre, un vieillard dans un triste état. Pas un mot sur les problèmes vitaux de la population, mais des insultes et une polémique sur leur classement au golf. La bourgeoisie décadente a des dirigeants à son image.

La campagne électorale dure déjà depuis près d'un an. Elle n'a suscité aucune vague d'intérêt dans la population. Les deux candidats, l'un président et l'autre ex-président, d'accord sur la plupart des sujets qui touchent directement les travailleurs, ne risquaient pas de déclencher l'enthousiasme. Il a fallu la tentative d'assassinat de Trump en juillet, faisant resurgir le risque de violences extraparlimentaires, puis le départ « volontaire » de Biden, « encouragé » par l'appareil démocrate au profit de sa vice-présidente, Kamala Harris, pour relancer la machine.

UN ENJEU D'INFLUENCE
POUR LA BOURGEOISIE

L'élection présidentielle est importante pour la bourgeoisie. Si, en France, seuls quelques dizaines de ministres et hauts fonctionnaires changent après des élections, aux États-Unis ce sont environ 4 000 membres de « l'administration présidentielle » qui sont remplacés, et généralement aussi des milliers d'autres hauts fonctionnaires des ministères et organismes fédéraux.

Les appareils des deux grands partis ont une relation fusionnelle avec l'État et servent de courroie de transmission entre lui et les milieux fortunés. Le cynisme et la corruption éhontée déjà décrits par Lénine dans *L'Impérialisme* n'ont pas diminué. Comme l'élection présidentielle est indirecte, via les « grands électeurs », la victoire se joue dans quelques États-clés, les plus indécis. Les partis dépensent des milliards de dollars en publicité pour y gagner des voix. Avec un financement politique presque sans limite, la bourgeoisie fait son marché.

Certains bourgeois ont des prétentions idéologiques. Timothy Mellon, héritier réactionnaire d'une grande famille de banquiers de Pittsburgh, a donné 125 millions à la campagne de Trump. Le magnat Bloomberg, Melinda French (l'ex-femme de Bill Gates), qui se veulent progressistes, ont versé des dizaines de millions à celle de Harris.

Mais la plupart n'ont pas de motifs aussi élevés. Trump l'a résumé dans son style fleuri à une assemblée de capitalistes invités à son manoir en décembre 2023 : « *Vous êtes pleins aux as, on va vous faire des exemptions d'impôts, [...] alors il faut verser quatre fois plus.* »

Lui qui disait l'an dernier que les défenseurs de la voiture électrique allaient « *pourrir en enfer* » a obtenu le soutien d'Elon

Musk, patron de Tesla, l'homme le plus riche du monde, qui a lancé et alimenté un fonds de campagne de plusieurs centaines de millions. Trump se dit maintenant « *un grand fan des voitures électriques* », ajoutant : « *Il faut bien, Elon m'a beaucoup soutenu.* »

De son côté, Reid Hoffman, propriétaire du réseau social LinkedIn, a versé 28 millions de dollars à Harris en « suggérant » dans une interview que la directrice de la commission fédérale du commerce soit remplacée, car trop agressive envers les monopoles de l'informatique.

Beaucoup de fonds de campagne financent les deux partis en même temps. Leur lobbying s'exerce non seulement en direction du futur locataire de la Maison Blanche, mais aussi de sénateurs, représentants et autres élus républicains et démocrates qui peuvent favoriser leurs affaires. Les entreprises de cryptomonnaie avaient ainsi versé 119 millions de dollars à la fin août. Un milliardaire du secteur, Chris Larsen, a versé 45 millions et, dans une conférence récente avec les dirigeants démocrates, a réclamé la tête du chef de l'agence de surveillance des opérations boursières (SEC), trop favorable à son goût aux banques traditionnelles.

Ces marchandages pour des intérêts particuliers entretiennent un réseau par lequel la bourgeoisie américaine influence directement ses domestiques politiques. Mais sur les questions essentielles, les deux partis s'accordent avec la hiérarchie administrative et militaire qui assure la continuité du pouvoir.

TRUMP : UN MILLIARDAIRE
D'EXTRÊME DROITE

Caricature de l'élite financière new-yorkaise, Trump s'est lancé sur le tard en politique, en 2015, et s'est construit une image d'opposant par un langage et cer-

taines prises de position se démarquant de « l'establishment », en mobilisant sa propre fortune. Pour qui en doutait, ses quatre ans au pouvoir (de 2017 à 2021) ont montré qu'il a vite trouvé sa place dans le « marais » de Washington qu'il prétendait assainir. Mais il entretient son image « anti-système ». Il y a tout intérêt, en raison de la crise sociale qui s'aggrave.

En janvier 2021, il appelait des milliers de manifestants d'extrême droite à contester sa défaite et soutenait l'envahissement du Capitole, siège du Congrès à Washington, franchissant une ligne rouge aux yeux de bon nombre de politiciens. Il se donnait ainsi une base militante extra-parlementaire, qu'il a reniée devant les juges qui ont distribué des centaines d'années de prison, mais qu'il flatte toujours car elle peut lui servir à nouveau.

Depuis 2022, il s'est démarqué en appelant à cesser les financements américains à l'Ukraine, à rebours de la campagne antirusse des médias, proclamant vouloir « *garder les dollars aux États-Unis* ».

Mais sa campagne accentue surtout ses deux thèmes nationalistes. Ses attaques anti-migrants ont atteint un degré encore plus violent, laissant loin derrière elles celles de Le Pen et de Zemmour. Il explique chaque jour que les immigrants sont « *des prisonniers, des meurtriers, des dealers de drogue, des malades mentaux et des terroristes* », que « *cela va être un bain de sang* », que « *ce ne sont pas des êtres humains, ce sont des animaux* ». Ce sont des appels ouverts aux agressions anti-immigrés, repris en boucle sur des chaînes de télévision très regardées. Adressée en priorité à sa base réactionnaire, cette campagne vise aussi des couches larges d'électeurs menacés de tomber dans la misère. Trump se pose en « *candidat de la classe ouvrière* », mais il cherche avant



Migrants latino-américains à la frontière entre le Mexique et les États-Unis.

tout à la diviser.

Il dénonce l'inflation et promet qu'il défendra les « *emplois américains* » par des tarifs protectionnistes agressifs, ce qui ne peut qu'aggraver l'inflation. Il a choisi comme vice-président James D. Vance, un des rares responsables républicains issus d'un milieu ouvrier rural avant de devenir un défenseur acharné des exploités. Trump a aussi changé de ton vis-à-vis des Noirs, dont il courtise le vote sur une base anti-immigrés. Lui qui qualifiait en 2019 une ville noire pauvre de « *chaos dégoûtant infesté de rats et de rongeurs* » fait maintenant jouer des groupes de hip-hop noirs en introduction de ses meetings, et parle des « *emplois noirs* », donc subalternes et sous-payés, menacés par les immigrants (le racisme revenant chez Trump même quand il prétend le combattre).

Durant l'année écoulée, Trump dominait tous les sondages. Les démocrates, impuissants, ont lancé une guérilla juridique contre lui : procès pour complot contre l'État, pour fraude électorale, et pour plusieurs affaires de corruption « *privées* ». Ces attaques ont alimenté son image anti-système. Mais les milieux bourgeois dirigeants savent que Trump sait respecter leurs volontés une fois au pouvoir, et les juges ont donc levé les uns après les autres les obstacles à sa candidature.

HARRIS : RAVALEMENT DE FAÇADE DÉMOCRATE

Après le débat de juin et les grandes manœuvres de l'appareil démocrate paniqué par la défaite annoncée, Harris a finalement remplacé Biden, et son parti s'est mis en ordre de marche en vingt-quatre heures. Une femme noire, quoi de mieux pour donner l'impression du changement ? Les démocrates de gauche (ceux qui se disent « socialistes », dont le sénateur Bernie Sanders) et certains dirigeants noirs, critiques envers Biden, se sont empressés de soutenir... la vice-présidente de Biden.

La seule fraction démocrate qui ne s'est pas rangée de son côté est l'opposition « arabe » du parti, autour de la députée d'origine palestinienne Rashida Tlaib. Ce courant n'exigeait même pas de promesse politique, mais demandait qu'une Américano-Palestinienne puisse prendre la parole à la convention nationale démocrate après les familles des otages américano-israéliens... ce qui lui a été refusé. Harris tient à annoncer la couleur : changer la tête pour que rien ne change, notamment sur la politique américaine au Moyen-Orient.

Toute la carrière de Harris a été celle d'une défenseure de l'ordre comme procureure,

c'est-à-dire flic en chef, d'abord de San Francisco, bastion de la petite bourgeoisie « progressiste », puis de toute la Californie. Sur l'immigration, sans reprendre le langage haineux de Trump, elle a constamment défendu la politique répressive de l'État américain, depuis l'échelle municipale où elle a fait livrer des mineurs clandestins à la police fédérale, jusqu'à la dernière loi votée par Biden en juin, qui rend la demande d'asile quasi impossible pour beaucoup d'immigrés clandestins. Elle a d'ailleurs obtenu le soutien de Dick Cheney, ex-vice-président de George W. Bush connu comme « faucon » de la guerre en Irak, et celui de sa fille Liz Cheney, opposante à Trump au sein du Parti républicain.

La campagne de Harris s'adresse à la petite bourgeoisie, devenue la base électorale principale du Parti démocrate. Elle dénonce Trump comme un dictateur qui divise l'Amérique et sème la haine, et se présente comme la candidate de la « *diversité* » ethnique, sexuelle, religieuse. Cette propagande ne répond en rien aux problèmes des classes populaires menacées de misère (ceux qui sont déjà tombés dans la misère ne votent pas et n'intéressent pas les partis). Le seul sujet sur lequel Harris semble avoir un large soutien populaire est l'avortement – des référendums pro-avortement ont été victorieux récemment même dans des États conservateurs, et Trump a d'ailleurs mis en sourdine ses discours anti-avortement.

Sur les problèmes des travailleurs, Harris n'a rien à dire, sinon défendre systématiquement le bilan de Biden, et se proclamer « *candidate des classes moyennes* ». Rien dans son programme ne répond à la propagande de Trump sur les « *emplois américains* ». Comme Biden avant elle, elle a obtenu le soutien des principaux syndicats, liés à l'appareil démocrate,

à l'exception du syndicat des routiers, qui a ostensiblement refusé son soutien aux démocrates pour la première fois depuis trente ans. Le seul geste de Harris envers les électeurs populaires est d'avoir, comme Trump, choisi un vice-président à l'image moins élitiste qu'elle : Tim Walz, gouverneur du Minnesota, loin des centres du pouvoir. Venu à la politique sur le tard après avoir été militaire, enseignant de lycée et entraîneur de football américain pendant vingt ans, il avait fait appeler la garde nationale contre les manifestants de Minneapolis, après le meurtre de George Floyd dans cette ville en 2020. Il avait alors reçu les félicitations du président Trump.

POUR L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, UNE GARANTIE DE CONTINUITÉ

L'impérialisme américain domine le monde, mais fait face à des difficultés nouvelles. Les élections servent à donner un vernis démocratique aux décisions que ses intérêts commandent.

La principale de ces difficultés est la rivalité avec la Chine. Les deux partis sont d'accord pour augmenter les budgets militaires. Trump avait lancé une guerre commerciale, à coups de tarifs protectionnistes... que Biden s'est empressé de poursuivre et qu'il vient d'accroître fortement. En revanche, ils ont longtemps affiché un langage opposé sur la transition énergétique, question importante pour le patronat américain car la Chine a pris de l'avance sur les voitures électriques. Alors que Trump se déclarait partisan du complexe gazier-pétrolier et du moteur thermique, Biden-Harris ont injecté des centaines de milliards en subventions aux capitalistes sous couvert d'« énergie verte ».

Cette opposition affichée est

destinée à leurs électors respectifs. Mais leurs choix réels ont suivi les besoins changeants du patronat américain. Celui-ci sait qu'il va devoir effectuer une transition, mais n'est pas prêt à faire les investissements colossaux requis, faute de technologie éprouvée et de visibilité sur la mise en place d'un réseau des voitures électriques. Il exige avant tout une protection vis-à-vis des concurrents chinois, et des subventions massives. Il y a bien une compétition entre entreprises des deux secteurs – et la victoire de l'un ou l'autre candidat peut avoir des conséquences pour elles – mais les principaux capitalistes sont les mêmes : les groupes automobiles qui touchent les subventions « vertes », et les groupes de l'énergie dont les centrales à charbon ou au gaz tournent plus que jamais pour alimenter les réseaux électriques. C'est pourquoi Trump a annoncé son nouvel amour des voitures électriques, tandis que Harris a enterré ses déclarations passées sur l'interdiction du gaz de schiste. Tous deux se préparent à protéger le grand patronat américain par des tarifs douaniers croissants.

Un autre point est l'armement de l'Ukraine et de l'OTAN. Les véritables dirigeants de l'impérialisme américain, les amiraux et généraux, ont eu l'occasion de vérifier que Trump va respecter leurs volontés, quelles que puissent être ses déclarations isolationnistes provocantes. En se vantant de « *négozier la paix avec Poutine en vingt-quatre heures* », il annonce une possibilité réelle. Mais déjà lors de la campagne de 2016, il avait promis de quitter l'Afghanistan... avant d'y envoyer des troupes supplémentaires une fois élu. En fait, il appliquera les décisions prises par l'état-major. Les responsables militaires n'expriment aujourd'hui aucune divergence sur la politique ukrainienne des États-Unis : continuer à envoyer des armes

en quantité suffisante pour contenir l'armée russe. Cette politique, provoquant une saignée pour les deux peuples, affaiblit la Russie, et n'a qu'un coût modéré pour l'impérialisme américain. Un changement dans la situation militaire pourrait tôt ou tard entraîner une révision de leur position, mais ce ne sera nullement une élection qui en décidera.

Les généraux veulent accroître l'implication militaire américaine en Asie, et cela a un coût qui exigera une révision des priorités. Lorsque Trump menace, en cas d'agression russe, de ne pas protéger les pays européens qui ne paient pas leur part à l'OTAN, il exprime une pression de l'impérialisme américain sur ses vassaux européens, qui peut se renforcer à l'avenir.

Enfin, il y a la guerre au Proche-Orient. Les dirigeants américains ne souhaitent pas une extension de la guerre à toute la région, que leur protégé Netanyahu menace pourtant de provoquer. Depuis des mois, ils le critiquent verbalement, mais continuent à lui fournir des armes sans conditions.

Les deux candidats s'approprient à poursuivre cette politique. Harris s'est démarquée de Biden en ayant quelques mots symboliques pour les Palestiniens, tout en défendant sa politique. Trump soutient ouvertement Netanyahu. Ce choix n'est pas, comme on l'entend parfois, le résultat d'une pression électorale d'un lobby pro-israélien. C'est un besoin pour la bourgeoisie américaine. Aucun responsable militaire ou diplomatique de poids, même non élu, ne propose sérieusement de couper les livraisons d'armes à Israël, car l'impérialisme a besoin de son gendarme au Moyen-Orient. Aucun autre régime pro-américain dans la région n'est aussi solide qu'Israël. L'impérialisme engendre un chaos qui peut le gêner de-

main... peu importe, tant que les profits rentrent aujourd'hui.

LE RISQUE DE VIOLENCES EXTRAPARLEMENTAIRES

La campagne électorale est marquée par une poussée à droite. Parmi les électeurs démocrates, certains craignent une poussée de violences extraparlimentaires, par des groupes fascistes. Les deux tentatives d'assassinat de Trump ont renforcé cette crainte. On ne sait pas quels étaient les motifs précis des tireurs, dont le premier était enregistré au Parti républicain. Mais cette évolution est une possibilité réelle, et même inéluctable dans cet ordre social. Les 20 000 manifestants de janvier 2021, dont une partie avait envahi le Capitole, n'ont pas disparu et peuvent se réveiller. Il ne s'agit pas d'une armée fasciste. Encore moins d'un risque de pouvoir fasciste, car la bourgeoisie américaine est aujourd'hui parfaitement satisfaite des institutions en place. C'est pourquoi Trump a selon elle l'avantage, conféré par son autorité sur ces groupes, de pouvoir les canaliser. Le pourra-t-il toujours ? Qu'est-ce qui décidera ces groupes à passer à l'action, à attaquer à plus grande échelle des immigrants, des Noirs, des militants progressistes ? La victoire de Trump, celle de Harris ? Impossible à dire. Mais ce qui est certain, c'est que le vote démocrate ne peut pas protéger contre ce danger ceux qui sont menacés, pas plus qu'ils ne peuvent compter sur les institutions policières (FBI) ou judiciaires de la bourgeoisie.

Encore moins peut-il protéger contre le danger, infiniment plus grand, que ces groupes changent d'échelle, recrutent et encadrent des troupes en masse. Cela sera à l'ordre du jour en cas de crise économique brutale qui poussera des millions de gens à la ruine, en particulier dans la



Andrea L. Kirby, candidate du Working Class Party dans le Michigan.

petite bourgeoisie.

Le danger vient aussi du fait que les divisions semées par l'extrême droite, surtout contre les migrants, ont pénétré la classe ouvrière. Elles ont pu le faire d'autant plus facilement que les dirigeants syndicaux réclament plus de protectionnisme pour « sauver les emplois », rendant ainsi les travailleurs d'autres pays responsables du chômage de millions de travailleurs américains, et que les dirigeants démocrates, Biden et Harris, pourchassent ces migrants tout autant que Trump l'avait fait avant eux. Seul un parti ouvrier influent et intraitable sur cette question pourrait combattre l'influence de ces idées dans le prolétariat. Mais un tel parti n'a jamais existé dans l'histoire des États-Unis, et le prolétariat hérite de divisions anciennes, notamment raciales, qui n'ont jamais été surmontées.

Tant que le prolétariat ne se regroupe pas comme une puissance capable de contester l'ordre social, il n'y a pas d'autre évolution possible que ce pourrissement.

IL MANQUE UN PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le monde court vers un état

de guerre générale, chacun le sent à un degré ou à un autre. Les deux candidats vendent, chacun à sa manière, aux électeurs américains l'illusion qu'ils peuvent y échapper. L'un en appelant au sentiment cynique de faire partie de la première puissance mondiale, qui peut user de son gros bâton. L'autre en prétendant apaiser les tensions à l'intérieur même de la société américaine. Les deux sont des menteurs, car ils n'ont aucun pouvoir sur la crise économique et la marche à la guerre.

Il n'y a pas aujourd'hui aux États-Unis de parti ouvrier capable d'influencer à grande échelle ceux qui refusent ce mensonge et veulent combattre l'ordre social responsable de cette catastrophe. Mais il y a des militants qui s'appuient sur la campagne électorale pour défendre cette perspective. C'est la seule chose utile qui peut en sortir. Ils présentent des candidats à l'élection du 5 novembre, au nom du Working Class Party (Parti de la classe ouvrière), dans différents scrutins du Michigan, de l'Illinois et de Californie.

24 septembre 2024

Nous traduisons en annexe la profession de foi du Working Class Party, présent le 5 novembre dans différentes élections du Michigan, de l'Illinois et de Californie.

Annexe

Profession de foi du Working Class Party

2024 : un programme de la classe ouvrière pour affronter les crises du capitalisme

NOUS SOMMES AUX PRISES AVEC UN SYSTÈME CAPITALISTE MORTEL RÉGI PAR LA RECHERCHE DU PROFIT.

Ce système crée de l'inflation, faisant baisser notre niveau de vie, laissant les entreprises, les banques et les groupes financiers s'approprier une part encore plus grande de la richesse de la société. Le capitalisme relègue nombre d'entre nous au chômage, au travail temporaire ou à temps partiel, tout en obligeant d'autres à faire des heures supplémentaires – cela vient aussi de la volonté d'accumuler des profits. Dans un tel système, les travailleurs meurent jeunes, dix voire quinze ans plus tôt que ceux qui profitent de notre travail.

Nous sommes aux prises avec un système qui non seulement prend sur nos écoles, nos routes et nos réseaux d'eau pour dépenser de l'argent dans la guerre ; il se prépare à nous emmener à la guerre.

La guerre est aujourd'hui une entreprise commerciale géante. Les dépenses militaires soutiennent les bénéfices de presque toutes les grandes entreprises du pays, nous privant des écoles et des services dont nous avons besoin. Mais ce n'est pas seulement une question d'argent. Aujourd'hui, les États-Unis sont impliqués dans de véritables guerres en Ukraine et à Gaza, ainsi que dans des guerres de l'ombre au Moyen-Orient et ailleurs. Accepter ces guerres nous prépare à accepter

les guerres plus meurtrières de demain. Les travailleurs paieront entièrement le prix de ces guerres, à moins que la classe ouvrière arrache le contrôle aux capitalistes qui nous conduisent à la guerre.

POUR LUTTER CONTRE L'INFLATION

- Les salaires, les pensions et les allocations d'invalidité devraient être automatiquement et immédiatement augmentés chaque fois que les prix augmentent.

- Les capitalistes ne le feront pas. La classe ouvrière devra leur imposer ces augmentations, obliger les grandes entreprises à utiliser l'argent qu'elles donnent aujourd'hui aux riches actionnaires pour garantir tous les salaires.

SE BATTRE POUR QUE TOUT LE MONDE AIT UN TRAVAIL

- Répartir le travail disponible entre tous ceux qui veulent travailler. Que tout le monde travaille moins d'heures, mais que chacun conserve une semaine complète de salaire. Un salaire décent. Ralentir le rythme du travail : cela créerait également des emplois pour ceux qui en ont besoin.

- Les capitalistes ne voudront pas cela non plus. Mais ils devraient le payer. Ils ont accumulé des richesses énormes qu'ils ont volées sur notre travail. Nous devons les reprendre.

POUR IMPOSER NOS BESOINS, IL FAUT QUE LA CLASSE OUVRIÈRE CONTRÔLE LA SITUATION

- La classe ouvrière se trouve aujourd'hui au cœur même de l'économie. Nous produisons la nourriture, les biens et les services dont la société a besoin ; nous les transportons ; nous assurons leur distribution. Nous travaillons au centre des services financiers.

Nous pouvons contrôler l'économie de la classe capitaliste elle-même, là où se trouve son pouvoir, lorsque nous mobilisons nos forces tous ensemble.

Défendre notre propre classe alors que le capitalisme se dirige vers la guerre :

- Pour combattre, nous avons besoin de toutes les forces de notre classe, qui est puissante lorsqu'elle est unie.

- Mais pour unir nos forces, nous devons réaliser que des fractions de notre classe sont attaquées violemment de bien des manières, nous laissant divisés. Nous devons nous soutenir mutuellement.

- Nous faisons tous partie d'une même classe, Noirs, Blancs, natifs, immigrants, femmes, hommes.

Nous ne changerons pas notre sort par une élection. Mais nous pouvons utiliser cette élection pour prendre la parole, pour montrer qu'il y a des dizaines de milliers de gens qui veulent se battre pour un programme comme celui-ci.



Algérie: les travailleurs face au durcissement du régime

En Algérie, le 7 septembre, le président Abdelmadjid Tebboune a été réélu pour un second mandat, mais dans un scrutin dont le seul véritable enjeu était le taux de participation. L'abstention massive qui l'a marqué constitue une gifle pour le pouvoir. Pour beaucoup, cette mascarade électorale a ravivé le souvenir du mépris affiché par le régime en 2019, lorsqu'il avait osé présenter Abdelaziz Bouteflika, muet et impotent, pour un cinquième mandat. Cette humiliation de trop avait déclenché le Hirak, un mouvement de contestation qui avait duré près d'une année. Sous la pression populaire, l'armée, colonne vertébrale du régime, avait chassé Bouteflika et fait de Tebboune son nouveau paravent civil.

Élu en décembre 2019, alors que les manifestations du Hirak appelaient au boycott de l'élection, Tebboune, considéré alors comme illégitime, promettait de bâtir une « Algérie nouvelle ». Cinq ans plus tard, le désenchantement des classes populaires est total. Malgré son populisme, sa prétendue lutte contre la corruption et son instrumentalisation des tensions guerrières, Tebboune n'a pas réussi à asseoir sa légitimité. Le pouvoir, en l'absence d'une base sociale solide, est engagé dans une fuite en avant autoritaire et voit son centre de gravité se déplacer au profit des militaires.

Au mécontentement nourri par la cherté de la vie, le chômage, l'inflation et les pénuries, s'est ajouté le dégoût d'une campagne électorale marquée par la répression et qui a allié le grotesque au mépris. Pour justifier une faible participation, les autorités ont affirmé, sans craindre le ridicule, que des espions avaient empêché des électeurs d'aller voter ! Ce ne sont pas des espions qui ont nourri l'abstention des classes populaires, mais bien le rejet suscité



© Bouzid ICHALALENE | INTERLIGNES

Manifestation du Hirak contre les élections présidentielles du 12 décembre 2019, la veille, à Alger.

Sur les pancartes : « Non aux élections avec les gangs » ; « Pas de vote ».

par un système qui les méprise et bafoue toutes les libertés.

VERROUILLAGE POLITIQUE ET RÉPRESSION

La campagne électorale a été l'occasion d'une répression accrue, des militants et des dirigeants politiques connus ont été harcelés, arrêtés, avec interdiction de s'exprimer. L'ANIE, l'Au-

torité nationale indépendante des élections, a d'abord écarté des candidats qui auraient pu incarner une critique du régime même légère. Ensuite elle a tenté de masquer l'abstention massive en annonçant un taux moyen de participation de 48 % alors que sur 24,5 millions d'électeurs inscrits, seuls 5,3 millions avaient voté, soit un taux de participation de 20,2 %. Enfin, après les protestations

des deux candidats opposés à Tebboune, la Cour constitutionnelle a modifié les résultats afin qu'ils puissent être remboursés de leurs frais de campagne ! Ainsi en une semaine, Abdellaali Hassan, du parti islamiste MSP, a été crédité de 9,56 % des voix au lieu de 3,17 % et Youcef Aouchiche, du Front des Forces socialistes, de 6,14 % au lieu de 2,16 %. Ceux qui ont accepté de jouer le rôle de caution démocratique d'un régime autoritaire ont ainsi bénéficié d'une petite récompense.

Dans les jours suivant les résultats, les commentaires critiques et ironiques sur la mascarade électorale ont foisonné sur les réseaux sociaux. Mais les dirigeants algériens, instruits de l'expérience de 2019 et craignant que ces réactions ne débouchent sur une contestation, ont aussitôt réagi. Après l'annonce des résultats, la police a procédé à une plus large vague d'arrestations, débarquant chez des gens, perquisitionnant et arrêtant les auteurs de commentaires jugés critiques du régime.

Plus de deux cents détenus d'opinion, arrêtés durant le premier mandat de Tebboune, croupissent toujours en prison. Certains ont été incarcérés pendant des mois sans jugement, sans savoir quelles étaient les

charges retenues contre eux. Leurs dossiers souvent vides sont remplis de procès-verbaux fabriqués de toutes pièces. D'autres sont libérés aussi aléatoirement qu'ils ont été arrêtés, puis arrêtés de nouveau. Lors des rassemblements de travailleurs ou de citoyens mobilisés pour des problèmes de logement ou contre des pénuries d'eau, les autorités évitent la confrontation et ordonnent des arrestations après la dispersion des manifestations ou dans les jours qui suivent.

Toute une série de lois liberticides leur a donné toute latitude pour effectuer ce nouveau tour de vis. Les lois permettent d'accuser de « terrorisme » toute action ayant pour but d'« accéder au pouvoir ou [...] de changer le système de gouvernance par des moyens non constitutionnels ». Toute critique de sujets dits sensibles concernant l'armée, les services de sécurité, la religion, l'histoire du nationalisme algérien et de ses symboles (drapeau, hymne...) peut conduire à de lourdes peines. Ces nouvelles lois ont en commun de viser à attiser le nationalisme pour souder la population derrière le pouvoir et à désarmer toutes les oppositions.

À Toggourt, ville du nord-est du Sahara, c'est pour « apolo-

gie du terrorisme », que Abla Guemari, une figure locale du Hirak, a été arrêtée. Ses vidéos dénoncent le harcèlement judiciaire et policier qu'elle subit depuis cinq ans, ainsi que la misère dont souffre la population. Aussi le 2 octobre, des femmes ont osé braver la répression pour lui apporter leur soutien. Quant au jeune rappeur de 27 ans Ahmed Djenidi, alias DAK, la police s'est appuyée sur la récente loi sur les insultes, censée limiter le harcèlement en ligne, pour l'arrêter. Si sa chanson *Sawt al Chaab*, qui se fait l'écho de la mal-vie, du mépris et de l'arbitraire qui frappent la jeunesse, lui a valu un succès à Annaba, ceux qui ont ordonné son arrestation l'ont ainsi fait connaître à l'échelle du pays. Ils ont provoqué un élan de solidarité populaire auquel ils ne s'attendaient pas et qui les a contraints à le libérer.

En anticipant l'élection au 7 septembre, Tebboune n'envisageait certainement pas un désaveu aussi cinglant, lui qui durant son premier mandat a voulu revêtir le costume de père de la nation, et tenté d'emporter l'adhésion par des mesures en direction des classes populaires.



Un champ gazier en Algérie.

LES LIMITES DU POPULISME

Avec la guerre en Ukraine, l'Algérie est devenue le troisième fournisseur de gaz de l'Europe, derrière la Russie et la Norvège. Grâce à la rente gazière, le gouvernement a pu amortir les effets de la crise, mais les mesures prises n'ont pas suffi à enrayer l'effondrement du pouvoir d'achat.

Cet été, des millions de familles ont été dans l'impossibilité d'acheter les ingrédients pour confectionner le repas de l'Aïd el-Kebir, dite la fête du mouton, car elles ont sombré dans la pauvreté. En effet, le rattrapage des pensions de certains retraités et celui des salaires des fonctionnaires ont très vite été dévorés par l'inflation. De plus, le revenu de l'immense majorité des travailleurs, du secteur privé informel comme des entreprises publiques ou privées, lui, est resté gelé. Si l'allocation chômage versée à ceux qui n'ont jamais travaillé a soulagé des familles, aujourd'hui l'Anem, l'agence de l'emploi, débordée par l'inscription de deux millions de demandeurs, radie par tous les moyens un maximum d'allocataires, aidée de l'expertise de France travail. Une de ses techniques consiste à les convoquer par des SMS en français, après quoi ceux qui, faute de comprendre cette langue, ne se présentent pas sont immédiate-

ment radiés ! Désormais, avec la réactivation des contrats de travail aidés, les chômeurs sont mis devant le choix d'accepter n'importe quel emploi précaire, sous peine d'être privés de leur allocation. Censés aider les chômeurs, ces contrats sont une aubaine pour les patrons, qui bénéficient ainsi d'une main-d'œuvre presque gratuite.

Tebboune a eu beau brandir des indicateurs économiques au vert, une croissance à plus de 4,2 %, un classement qui place l'Algérie au rang de troisième économie d'Afrique, les travailleurs et les classes moyennes jusque-là épargnés se sont appauvris.

L'extraction gazière fonctionne à plein régime, certains chantiers annoncés de constructions immobilières, de routes ou de chemins de fer ont démarré, les secteurs de la pharmacie, de l'agroalimentaire et de la céramique sont en plein essor, mais l'inflation et la dévaluation du dinar ont renchéri tous les produits. Le prix du « panier de la ménagère » a presque triplé. Le salaire minimum, qui correspond à six euros par jour, ne permet pas de nourrir une famille.

Les réserves de change sont estimées à 70 milliards de dollars, mais les pénuries d'eau pourrissent le quotidien de la population dans de nombreuses régions. Cet été, en pleine canic-

ule, dans la wilaya de Tiaret, après des semaines de pénuries d'eau, des émeutes ont éclaté. Face à l'inaction des autorités, les habitants ont occupé les routes et mis en place des barrages pour imposer que le gouvernement prenne des mesures d'urgence.

Tebboune s'est vanté que le pays n'est pas endetté, mais beaucoup de travailleurs s'endettent pour se soigner et le système de santé public manque de moyens. Les habitants d'In Guezzam et Bordj Badji Mokhtar au sud du Sahara, à la frontière avec le Mali, viennent d'en subir les conséquences. Fin septembre, faute de médicaments et de vaccins, des dizaines de personnes sont mortes de malaria et de diphtérie dans un hôpital débordé.

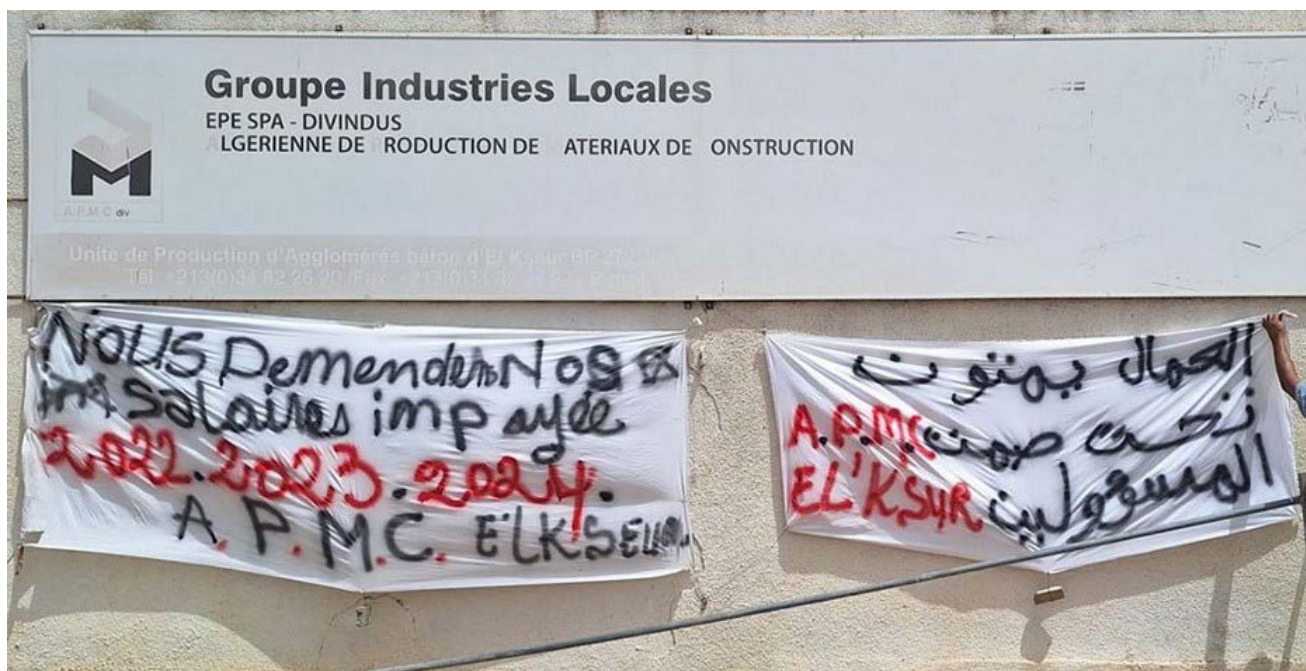
Ces dernières années, des milliers de médecins ont fui un système hospitalier public à l'abandon pour aller travailler dans le privé ou à l'étranger. En tant que travailleurs qualifiés, ils peuvent espérer une vie meilleure en Europe ou en Amérique du Nord. Ce n'est pas le cas des harragas, ces « brûleurs de papiers » qui, au péril de leur vie, s'embarquent pour l'Espagne et que l'Europe tente de refouler. Début septembre, en une journée, six cents harragas auraient pris ce risque. Leur nombre en augmentation et le fait que parmi eux se trouvent des familles avec des nourrissons ont suscité une vague d'émotion.

LE LEURRE DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Pour faire diversion aux difficultés sociales, les médias ont relayé régulièrement les procès de la Issaba, la bande mafieuse d'une trentaine de grands patrons, ministres et officiers supérieurs de l'armée, enrichis sous Bouteflika et jetés en prison sous la pression du Hirak. La réquisition de leurs biens



Barrage de manifestants contre la pénurie d'eau à Tiaret, le 16 juin.



Banderole accrochée par les travailleurs de l'A.P.M.C., la société algérienne des matériaux de construction, province de Bejaïa, en grève contre les retards du versement de leurs salaires.

et de leur fortune à l'étranger a fait la une des journaux, et Tebboune n'a cessé de rappeler que le Trésor public aurait ainsi récupéré 20 milliards de dollars. C'est d'ailleurs pour avoir contesté ce chiffre que le journaliste Ihsane El Kadi a écopé de sept ans de prison.

Cette « opération mains propres » n'a pas supprimé la corruption, comme l'illustre le scandale des administrateurs judiciaires. Il a révélé que ces derniers, chargés de gérer les biens des patrons corrompus, s'étaient octroyé des salaires mirobolants en détournant l'argent destiné à leurs entreprises ! Des milliers de salariés des usines mises à l'arrêt après l'incarcération de leur patron ont de quoi être écœurés, eux qui, du jour au lendemain, se sont retrouvés sans salaire et sans travail. Sous la pression de leur mobilisation, ils avaient arraché la promesse d'une allocation, mais le gouvernement, profitant de la crise du Covid, ne la leur a jamais versée. Alors les travailleurs ont toutes les raisons de se méfier, quand ce même gouvernement leur promet de relancer l'activité d'une trentaine de ces entreprises, dans le secteur de la

construction et de l'assemblage automobile.

La corruption inhérente au capitalisme, qui gangrène toute la société, est pire encore dans les pays pauvres, et l'opération mains propres agitée par le pouvoir est un leurre. Si quelques patrons corrompus liés au clan Bouteflika sont en prison, tous les autres ont les mains libres pour exploiter sans vergogne les travailleurs, avec la complicité des autorités à qui ils graissent la patte.

LES TRAVAILLEURS FACE AU MÉPRIS PATRONAL

Dans le secteur privé, où la précarité est générale, les travailleurs subissent le mépris et les assauts d'un patronat qui profite du chômage pour imposer ses conditions. Dans bien des entreprises, le travail s'effectue dans des conditions déplorables et sans tenir aucun compte de la sécurité. C'est ainsi qu'au mois de juillet, dans une usine de briquets à Ouled Moussa, près de Boumerdès, six ouvriers sont morts et trois autres ont été grièvement blessés par l'explosion d'une cuve

de gaz qui, en quelques minutes, a mis le feu à toute l'usine. La centaine d'ouvriers, majoritairement des femmes, ont été sous le choc pour la perte de leurs camarades, et en constatant que la justice ne demandait aucun compte à ce patron assassin.

Les patrons ne sont pas plus inquiétés quand ils paient les salaires avec deux ou trois mois de retard. C'est une réalité vécue par des dizaines de milliers de travailleurs des entreprises publiques et privées. Certains témoignent avec rage que, faute de ressources, ils ont dû cesser d'envoyer leurs enfants à l'école, et sont menacés d'expulsion. Contraints de s'endetter pour nourrir leur famille, les travailleurs doivent se battre pour obtenir leur dû. Au cours des derniers mois, cela a été le cas des travailleurs de Construb-est à Annaba, de TONIC à Tipaza et de l'ENIEM à Tizi-Ouzou. En septembre, la colère des éboueurs de la municipalité d'El Qol, dans la wilaya de Skikda, a éclaté. Ils sont excédés à la fois des retards de salaires et de primes et de devoir ramasser les ordures sans l'équipement adéquat, à quoi s'ajoutent les retenues sur salaire qui leur sont infligées au

moindre prétexte.

Si les travailleurs ne se résignent pas à leur sort, le rapport de force ne leur est pour l'instant pas favorable. Ils ne peuvent pas compter sur la principale centrale syndicale, l'UGTA, qui est inféodée au pouvoir. Son dirigeant, Amar Takjout, à l'occasion du 1^{er} Mai, n'a pas été gêné de qualifier Tebboune de premier syndicaliste du pays, alors même que celui-ci a fait adopter des lois qui criminalisent la grève et limitent l'activité des syndicats, pourtant inexistantes dans les entreprises privées et peu respectés dans le secteur public.

Les marins du port d'Annaba en ont fait l'amère expérience. À la veille du Ramadan, contre l'avis de l'UGTA, ils ont lancé une grève pour revendiquer des augmentations de salaire, le renouvellement de la convention collective et dénoncer le nouveau règlement intérieur. S'appuyant sur les nouvelles lois qui interdisent le droit de grève dans les secteurs dits sensibles, la direction a déclaré la grève illégale et poursuivi dix marins en justice. Takjout, le dirigeant de l'UGTA, a affiché le plus grand mépris face aux revendications des travailleurs, déclarant que sa confédération n'était pas « *un syndicat de tubes digestifs* ». Le secrétaire de la fédération des travailleurs des ports, envoyé sur place pour convaincre les travailleurs de cesser la grève, a essuyé un échec. Durant une semaine, les marins ont bloqué l'accès au port et ont refusé de se soumettre au service minimum. Ils ont tenu bon face aux intimidations de la justice, de l'UGTA et des médias, qui les ont accusés de vouloir affamer le pays. Déterminés, les marins ont contraint la direction à leur accorder des primes et à annuler le nouveau règlement intérieur. Depuis, celle-ci tente d'intimider les travailleurs les plus combattifs et s'appuie sur la justice qui poursuit les meneurs, pour



À la tribune, le président Abdelmadjid Tebboune, au siège de l'UGTA à Alger, le 1^{er} Mai 2024, reçu par le secrétaire général de la centrale syndicale, Amar Takjout, à droite.

tenter de reprendre le terrain concédé.

La direction du port d'Annaba, comme celles de nombreuses entreprises, pourra désormais s'appuyer sur des militaires pour mater la combativité ouvrière. En effet, en juin, un décret a été adopté qui permet aux officiers d'« *occuper certaines fonctions supérieures de l'État au sein des secteurs stratégiques et sensibles en termes de souveraineté et d'intérêts vitaux pour le pays* ». Cela recouvre un grand nombre d'entreprises, dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, des services, de l'énergie et des transports.

Ces dernières semaines, les travailleurs des chemins de fer, des usines de dessalement d'eau de mer ou des aéroports, ont vu arriver des hauts gradés de l'armée, parfois avec un œil favorable, tant ces travailleurs sont désabusés par l'esprit bureaucratique et la médiocrité de leur direction. Certains ont l'espoir et l'illusion que la compétence des militaires permettra que tout fonctionne mieux.

Cette tutelle de l'armée améliorera peut-être l'efficacité des entreprises, mais certainement pas dans l'intérêt des travailleurs et de la population. Elle ne sera un frein ni à l'exploitation

ni à la corruption. En fait, cette emprise de l'armée sur l'économie vise à préparer le pays à la guerre.

Tebboune et Saïd Chengriha, le chef d'état-major omniprésent sur la scène politique, ne cessent de parler de la menace que représentent certains États, au premier rang desquels le Maroc, avec lequel l'Algérie est en rivalité pour le rôle de première puissance régionale. Ce nationalisme exacerbé est défendu par tous les partis politiques qui, des islamistes aux démocrates en passant par le Parti des travailleurs de Louiza Hanoune (PT), contribuent à l'alimenter. Cette politique vise à opposer les travailleurs d'Algérie à ceux du Maroc, au bénéfice de la bourgeoisie algérienne. Ce sont pourtant les patrons algériens qui les exploitent, les méprisent et refusent de leur payer les salaires. Ce sont eux, et le pouvoir à leur service, qui leur mènent une guerre sociale sans merci.

Le climat belliciste antimarocain s'accompagne d'un budget militaire record de 20 milliards d'euros, de loin la première dépense de l'État, privant ainsi de moyens des services publics pourtant indispensables à la population.

Le pouvoir instrumentalise

le chaos qui règne au Sahel et dans les pays arabes – Libye, Syrie, Yémen, Gaza et maintenant Liban – pour présenter l'armée comme la seule garante de la stabilité du pays. Mais si l'armée se positionne aux frontières et dans les entreprises dites stratégiques, c'est avant tout pour garantir les intérêts de la bourgeoisie algérienne face aux bourgeoisies rivales, mais aussi face à d'éventuelles révoltes ouvrières.

Quatre ans après la fin du Hirak, les travailleurs qui ne se résignent pas s'interrogent sur les raisons de son échec. Déçus par les partis incapables d'offrir une perspective qui mette fin à la mal-vie et à l'arbitraire patronal, beaucoup en viennent à rejeter le combat politique. Ces partis islamistes ou démocrates leur disaient alors : « Pour vos intérêts de travailleurs, ce n'est pas le moment, d'abord la démocratie et la nation. » Comme toujours, les mots de nation et démocratie servent surtout à masquer le fait que ces forces défendent avant tout les intérêts de la classe bourgeoise.

L'échec du Hirak montre combien les travailleurs doivent se regrouper et s'organiser non seulement syndicalement et pour la défense de leurs intérêts immédiats, mais aussi et surtout pour la défense de leurs intérêts politiques. La bourgeoisie a de multiples partis qui défendent ses intérêts ; la classe ouvrière doit avoir le sien, un parti qui affirme que les travailleurs, qui font tout dans la société, doivent



Tebboune et Saïd Chengriha, chef d'état-major, à la une de la revue de l'armée de mai 2024.

la diriger.

De nouvelles révoltes surgiront inévitablement, et il faut qu'elles puissent ouvrir une perspective aux classes exploitées, aux petits paysans, aux travailleurs du secteur informel, aux petits commerçants

qui subissent aussi les effets de la crise. Pour cela, les travailleurs devront en prendre la tête et mettre en avant leurs objectifs, afin de renverser cet ordre social qui les maintient dans l'oppression.

16 octobre 2024



La une de *Libération*
du 18 avril 2018

Le New Space, course à la suprématie spatiale et capitalisme sénile

Des défaillances dans une capsule construite par Boeing vont obliger deux astronautes partis pour une mission de huit jours dans la station spatiale internationale à y rester huit mois, en attendant l'arrivée d'un vaisseau de SpaceX capable de les ramener sur Terre. Alors que Boeing est empêtré dans une série de scandales qui ont montré comment l'entreprise augmentait ses profits au détriment de la sécurité de ses avions, SpaceX, société créée par le milliardaire Elon Musk, enchaîne les succès techniques, et elle est devenue incontournable dans le secteur spatial. Elle s'adresse aussi à un nouveau marché : celui de riches clients prêts à payer pour passer quelques jours dans l'espace.

L'ESPACE, NOUVEAU TERRAIN DE JEU DES MILLIARDAIRES

SpaceX, fondée en 2002, est aujourd'hui le premier acteur mondial du lancement de satellites, et ce succès industriel est mis en scène à grande échelle pour célébrer la figure du capitaliste conquérant. Plus largement, l'arrivée de nouveaux acteurs dans un domaine qui semblait auparavant réservé aux États est présentée comme une nouvelle ère, celle du New Space, marquée par le dynamisme et la supériorité de l'entreprise privée. Elon Musk se dispute la vedette avec d'autres milliardaires, comme Jeff Bezos (et sa société Blue Origin) ou Richard Branson (Virgin Galactic) pour annoncer à l'humanité un avenir cosmique, où l'on partira en week-end en orbite, et où des colonies seront fondées sur la Lune, voire sur Mars.

Cette frénésie spatiale, au moment où, même dans les pays les plus riches, les travailleurs n'arrivent plus à se soigner, à se loger ni même à s'alimenter cor-



Le 12 septembre, le milliardaire Jared Isaacman, acheminé par SpaceX, est devenu le premier touriste à sortir dans l'espace.

rectement, a de quoi révolter. Mais, au-delà de l'aberration sociale et climatique du tourisme spatial pour une poignée de riches, de la propagande éculée des défenseurs du capitalisme, cette saga du New Space est-

elle le signe qu'une industrie fonctionne plus efficacement quand elle est dominée par les lois du marché ? C'est passer sous silence le rôle déterminant des États dans l'ascension et le maintien de cette industrie spatiale « privée ».

L'INDUSTRIE SPATIALE, LES MILITAIRES ET LES CAPITALISTES

L'industrie spatiale est un produit de la guerre. C'est dans l'Allemagne nazie qu'on a pu mettre au point pour la première fois des fusées capables de frapper un ennemi à grande distance, et ce sont ces fusées, les V2, qui ont fourni la base des programmes de missiles américains et russes après 1945. L'armée américaine exfiltra d'Allemagne Wernher von Braun, l'ingénieur nazi qui avait dirigé leur conception et leur fabrication par le travail forcé dans le camp de concentration de Dora. Loin d'être mis en cause pour cela, il fut chargé de développer le programme de missiles nucléaires américains. L'Armée rouge, quant à

elle, arrivée la première sur les lieux de la fabrication des V2, avait récupéré des fusées, et c'est en s'en inspirant que l'URSS développa son programme de missiles pour répondre à la menace atomique américaine. En adaptant un de ces missiles balistiques intercontinentaux, la fusée R-7 Semioroka, l'URSS réussit, en 1957, sous la direction de l'ingénieur Sergueï Korolev, à mettre en orbite le premier satellite artificiel, Spoutnik 1, puis, quatre ans plus tard, le premier cosmonaute, Youri Gagarine. La famille des lanceurs spatiaux russes Soyouz est dérivée de ce missile.

Pour répondre aux succès spectaculaires de l'État soviétique, qui montraient au monde entier ce que l'économie planifiée d'un pays pourtant bien plus pauvre que les États-Unis pouvait réaliser, les dirigeants américains créèrent la NASA, en s'appuyant, entre autres, sur von Braun et, après le vol de Gagarine, Kennedy lança le programme Apollo. Comme il l'avait fait pour mener la guerre, l'État américain prit en main la direction des opérations, par un vaste plan qui aboutit à l'envoi d'hommes sur la Lune en juillet 1969.

Il l'a fait en tant qu'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire en agissant dans le sens des intérêts à court et à long terme des gros

actionnaires du secteur comme ceux de Boeing. La NASA, dans le programme Apollo, en tant qu'administration publique, jouait un rôle industriel fondamental. Elle mettait en œuvre la conception des lanceurs et des systèmes spatiaux, et l'industrie privée fonctionnait en sous-traitance, en assurant leur développement sous son contrôle rapproché. C'est cette intervention centralisée, et non les forces du marché, qui a permis de développer en quelques années une industrie spatiale capable de rattraper l'URSS, puis d'envoyer des hommes sur la Lune, en faisant travailler des centaines de milliers de travailleurs en suivant un plan coordonné par une direction unique.

Mais cet effort appuyé sur des milliards de dollars d'argent public a été aussi, dès cette époque, une ressource considérable pour l'industrie privée. L'effort de guerre des années 1942-1945, puis la guerre froide qui avait pris le relais, aboutirent à la constitution du « complexe militaro-industriel », réseau de grandes entreprises capitalistes liées par mille liens aux hautes sphères de l'armée américaine. Ce sont elles qui ont fabriqué la fusée Saturn V qui a amené les astronautes sur la Lune, et les fusées Delta et Atlas, des missiles balistiques à peine modifiés qui ont assuré jusqu'à

l'arrivée de SpaceX l'essentiel des lancements de satellites civils et militaires américains. C'est d'ailleurs le ministère de la Défense qui a réorganisé ce secteur dans les années 1990 pour aboutir à cinq géants industriels, les Big Five (Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, Raytheon et General Dynamics), qui se partagent chaque année 200 milliards de dollars de commande publique. Ils sont les principaux bénéficiaires du budget spatial.

DÉVELOPPER L'INDUSTRIE SPATIALE PRIVÉE, UN CHOIX DE L'ÉTAT AMÉRICAIN

Une fois la bataille symbolique de la Lune gagnée contre l'ennemi soviétique, la bourgeoisie américaine a perdu tout intérêt pour la conquête spatiale, et les scientifiques et ingénieurs de la NASA, victimes de coupes budgétaires, ont dû remballer leurs projets d'exploitation de la Lune. Mais en même temps, les Big Five n'entendaient pas renoncer aux contrats profitables que leur procurait la NASA. Par le chantage à l'emploi, en s'appuyant sur les élus au Congrès des régions où leurs industries étaient implantées et sur le prestige des astronautes, leur pression entraîna des choix souvent aberrants dans les programmes de la NASA qui ont succédé à Apollo. Le programme de navette spatiale a été décidé en bonne partie pour leur fournir des commandes. Ce système de transport spatial était innovant, mais cher et vulnérable, puisqu'il faisait reposer l'envoi de satellites sur un véhicule piloté par des astronautes. Deux catastrophes, l'explosion de la navette Challenger en 1986, et la perte de Columbia en 2003, ont entraîné l'arrêt du programme. Et bien d'autres programmes financés par des milliards de dollars d'argent public n'ont



Des prisonniers produisent en série les V2 dans le camp de concentration de Dora, en 1944.



Ateliers d'assemblage des lanceurs Soyouz à Samara.

jamais vu le jour.

C'est l'avidité de ce secteur monopolistique, habitué à puiser sans contrôle sur des contrats couverts par le secret-défense, qui a abouti à la sclérose complète du secteur spatial américain et à une situation aberrante, du point de vue même des capitalistes, au tournant du 21^e siècle. Le rôle principal du programme spatial était devenu de servir une énorme rente annuelle à ces Big Five. La fusée européenne Ariane prenait des parts de marché et, humiliation suprême, il a fallu dans les années 2010 recourir aux Soyouz russes pour envoyer les astronautes américains à bord de la station spatiale internationale. C'est cette situation qui décida l'État américain, par étapes, à introduire de nouveaux acteurs dans le jeu spatial.

À la suite de l'accident de Columbia, l'administration américaine avait lancé un programme finançant le développement de lanceurs privés pour ravitailler la station spatiale internationale, et remplacer ainsi à terme la navette. Le transport d'astronautes demeura ensuite quelque temps le domaine réservé de la NASA et de ses sous-traitants traditionnels, mais les retards incessants et les dépassements systématiques de coûts incitèrent en 2010 l'administration

Obama à ouvrir aussi ce secteur à la concurrence. On lança des appels d'offres aux sociétés capables d'assumer la responsabilité de l'ensemble du développement de lanceurs, dans l'espoir de réduire ensuite les coûts de l'accès à l'espace et de développer une industrie américaine capable de faire face à la concurrence européenne, voire indienne ou japonaise, sur le marché mondial des lancements de fusées. Ce sont donc en définitive des décisions de l'État américain qui sont à l'origine du New Space.

L'ASCENSION DE SPACE X

L'État, pour des raisons d'ordre militaire, ne veut pas laisser le lancement de fusées entièrement aux mains d'intérêts privés. Les années 2010 ont cependant vu se produire dans le spatial ce qui avait mené trente ans plus tôt à l'émergence des géants du numérique dans la Silicon Valley. L'État américain, et particulièrement son secteur militaire, avait assuré tous les investissements lourds, le développement des semi-conducteurs, et fourni le marché protégé qui avait permis d'abaisser suffisamment les coûts pour laisser ensuite au privé les immenses bénéfices de la vente des ordinateurs personnels, de leurs logiciels, puis de l'Internet et des smartphones.

C'est aussi avec l'aide active de l'État américain, qui les a soutenus par ses commandes, payées au prix fort, par la mise à disposition de sites de lancements et de l'expertise de la NASA, et en levant les barrières juridiques qui pouvaient être des freins, que SpaceX et d'autres ont développé leurs fusées, en recrutant par milliers des ingénieurs confirmés formés à la NASA ou chez leurs concurrents des Big Five.

Ces techniciens du spatial ont réussi à maîtriser une technique complexe, celle de faire atterrir sans dommages le premier étage d'une fusée pour pouvoir le réutiliser. En l'associant à la production en série de fusées et à la mise en œuvre des dernières technologies, en y ajoutant une pression constante sur les 13 000 travailleurs de ses sites, comme sur ses sous-traitants, SpaceX a réussi à réduire le coût des lancements. Elon Musk y impose une dictature personnelle, et a réussi pour l'instant à y empêcher toute implantation syndicale. C'est ainsi qu'en menant à marche forcée sa bataille industrielle, quitte à prendre certains risques, il a pu distancer ses concurrents. SpaceX lance aujourd'hui en moyenne une fusée tous les trois jours, presque la moitié de la totalité des lancements réalisés à l'échelle du monde. Sa principale activité est de lancer des milliers de petits satellites en orbite basse pour la fourniture d'accès à Internet par satellite, commercialisée sous le nom de Starlink. C'est un nouveau marché qui se développe, au prix d'un encombrement de ces orbites, et du risque de séries de collisions incontrôlables qui pourrait les rendre inutilisables à terme, voire rendre pour des siècles l'accès à l'espace plus périlleux. Mais l'activité génère des profits, et polluer l'espace collectif sans égard pour le reste de l'humanité, pour mieux nous vendre ensuite, peut-être, des techniques inefficaces et coût-



La capsule Starliner de Boeing s'amarre à la station spatiale internationale.

teuses de dépollution, logique qu'on connaît bien sur Terre, est aussi à l'œuvre dans le ciel.

C'est tout cela qui permet aujourd'hui à SpaceX de fournir des vaisseaux spatiaux probablement plus fiables et meilleur marché que ceux de Boeing. Mais finalement, l'exploit accompli par Elon Musk est bien mince, c'est de réussir à faire ce que les Soviétiques faisaient déjà de manière routinière il y a cinquante ans, sans avoir besoin de la propriété privée des moyens de production ni de milliardaires mégalomanes : envoyer des satellites autour de la Terre. Cette situation est surtout un révélateur du parasitisme du grand capital bien installé au cœur de l'État américain, qui fournit à Boeing depuis cinquante ans des marchés militaires et spatiaux inépuisables (représentant pour Boeing un bon tiers de son chiffre d'affaires), sans contrepartie, en laissant la compagnie remplacer progressivement ses ingénieurs et travailleurs les plus qualifiés par des gestionnaires chargés de réduire les coûts. Mais la concurrence de SpaceX ne rendra pas le capitalisme meilleur, tant l'objectif dans les deux cas reste d'accumuler du capital. Que ce soient les actionnaires de Boeing ou Elon Musk qui décident, le problème reste le même : le développement d'industries qui concernent

l'ensemble de l'humanité, qui seraient indispensables pour satisfaire les besoins de l'humanité, pour les communications ou l'observation de la Terre, dans le cadre d'un plan coordonné à l'échelle de la planète, est laissé à la seule loi anarchique du profit.

VERS LA LUNE ET MARS ?

Les ressources mobilisées par Musk pour développer cette industrie ne viennent pas de sa fortune personnelle. Les commandes d'État ont amorcé la pompe, ensuite elle a été alimentée par des capitaux spéculatifs cherchant des investissements rentables. SpaceX n'est pas cotée en Bourse, et n'a pas l'obligation de publier ses résultats. Il n'est pas possible de déterminer si elle dégage véritablement des profits, mais la progression des actions de la compagnie suffit à attirer les capitaux, quelles que soient les chances de réussite à terme du projet. Dans le modèle économique de SpaceX, comme du New Space en général, la spéculation joue donc un rôle important.

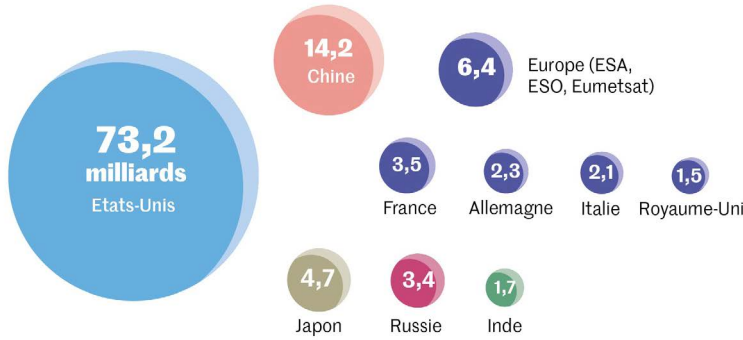
Cela permet de comprendre le souci permanent de Musk et des milliardaires du secteur d'attirer l'attention des médias. Sur ce plan, Musk a une longueur d'avance sur ses concurrents Bezos ou Branson, par son ac-

tivité frénétique, son rachat de Twitter en 2022, et ses liens affichés avec Trump et l'extrême droite. Elon Musk proclame son objectif d'installer sur Mars des colonies peuplées de millions de personnes, pour sauver l'humanité. Peu lui importe que tous les spécialistes énumèrent aujourd'hui les énormes difficultés à surmonter, compte tenu des technologies actuelles, pour envoyer ne serait-ce que quelques astronautes fouler le sol de cette planète. Ce qui est vital, c'est d'entretenir la conviction des spéculateurs qu'investir dans le New Space reste la bonne affaire du moment.

L'envoi d'astronautes sur la Lune, voire sur Mars, dépendra en réalité des choix des États américain et chinois. Elon Musk, tout multimilliardaire qu'il est, ne peut pas financer des habitats permanents sur la Lune ou l'envoi de quelques astronautes sur Mars avec ses propres deniers, et il ne pourrait pas rassembler les immenses capitaux nécessaires sans qu'une rentabilité à terme soit assurée. Cela ne peut se faire que si le projet est alimenté par un apport colossal d'argent public.

Cela se fera-t-il ? Côté américain, depuis la fin du programme Apollo, les projets de retour sur la Lune n'ont pas manqué, mais pendant longtemps sans autre volonté politique que de donner de nouveaux contrats aux Big Five. Ces sociétés n'étaient pas intéressées par le marché international de fusées, le marché militaire et spatial protégé de l'État américain, de monopole, étant plus intéressant pour elles. Elles ont donc obtenu de la NASA en 2011, en compensation du fait qu'elle décidait d'externaliser des missions aux milliardaires du New Space, la construction du système de lancement spatial (SLS), fusée géante capable de ramener à terme des astronautes américains sur la Lune. Ce projet accumula les retards et les dépassements de budget,

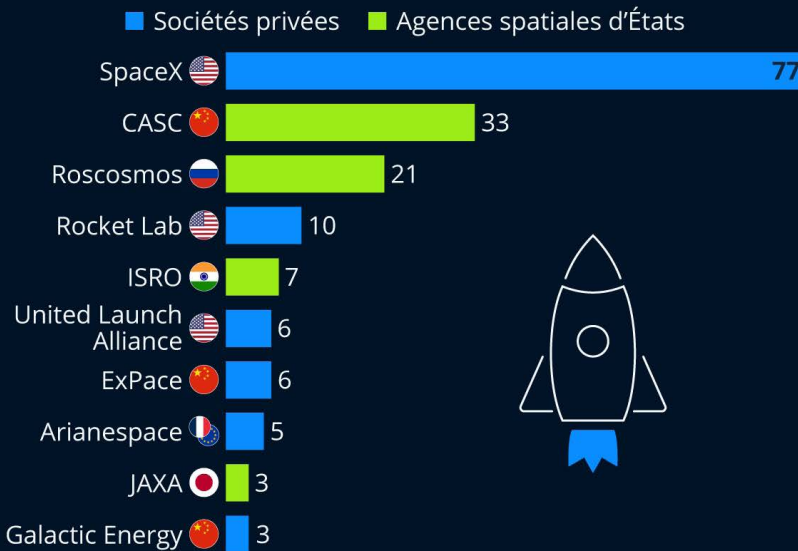
Budgets alloués aux programmes spatiaux
par pays en 2023, en milliards de dollars



Sources : RussianSpaceWeb ; Novaspace
Infographie : Le Monde

Les sociétés privées à la conquête de l'espace

Opérateurs ayant réalisé le plus grand nombre de lancements orbitaux de juillet 2022 à juin 2023 *



* Opérateurs avec moins de 3 lancements orbitaux réalisés sur la période étudiée non inclus.

Source : BryceTech



statista

côté de l'alunissage et du retour des astronautes à cette base. C'est pour assurer cette mission que la NASA finance le développement par SpaceX des énormes fusées Starship, dont les explosions spectaculaires sur la base de Boca Chica, au Texas, alimentent régulièrement la chronique depuis cinq ans. Elles finiront probablement par fonctionner mais, pour le moment, ce système d'alunissage de quelques astronautes n'est toujours pas au point. On est donc bien loin de coloniser Mars, et les 100 milliards de dollars d'argent public dépensés pour le programme Artémis permettront au mieux d'envoyer de nouveau quelques Américains sur la Lune et de les ramener.

Bien d'autres choix auraient été possibles pour dépenser cet argent plus utilement, même dans le secteur spatial. Depuis les années 1970, ce sont des sondes robotisées qui nous ont permis de mieux connaître les différentes planètes du système solaire, ce sont des télescopes spatiaux qui ont ouvert de nouvelles fenêtres sur l'Univers et permis une véritable avancée dans nos connaissances en astronomie, mais les budgets de ce type de missions, qui permettent de réelles avancées scientifiques, restent toujours très limités, surtout si on en déduit ce qui s'évapore au passage en surfacturations du secteur militaro-industriel.

PRIVATISATION DU COSMOS ET SPÉCULATION

mais ce qui change la donne aujourd'hui est la concurrence de l'État chinois, qui développe un programme spatial ambitieux, dont le projet d'amener avant la fin de la décennie des astronautes sur la Lune. C'est cette menace qui amena Trump en 2019 à annoncer une accélération du programme lunaire, sans pour autant décider un programme comparable à Apol-

lo, soutenu par la cohérence d'une administration centralisée imposant ses décisions pour un objectif commun. Pour ménager les intérêts des différents acteurs concurrents, la NASA a imaginé Artémis, une usine à gaz : la fusée du SLS n'assure que l'envoi des astronautes en orbite lunaire, pour les amener à une base construite par SpaceX, qui se chargera de son

Le capitalisme étant ce qu'il est, le retour de la course à la Lune et l'ampleur prise par le business du New Space entraînent dans leur sillage une vague de spéculation autour du développement d'une industrie minière cosmique. On parle des quantités de métaux précieux, de terres rares, et d'autres minerais de grande valeur qui pour-

raient être extraits de la Lune ou des astéroïdes. Personne ne sait quand ce type de projet pourra avoir quelque rentabilité que ce soit, vu les coûts énormes pour développer ce type d'industrie, mais, comme le rôle des États capitalistes est de soutenir les capitalistes, il est apparu urgent d'éliminer dès maintenant un obstacle qui se dressait sur leur route, en contournant les traités internationaux qui interdisent toute appropriation d'un territoire de l'espace par qui que ce soit, État ou particulier.

On a mis dans plusieurs pays des juristes à travailler sur la question, pour inventer des arguties juridiques permettant de les contourner, et c'est ainsi que le président américain Obama a signé en 2015 le Space Act, qui prévoit qu'un « *citoyen américain engagé dans l'exploitation commerciale d'une ressource spatiale a le droit de posséder, transporter, utiliser, et de vendre la ressource obtenue* ». Quelques mois plus tard, le Luxembourg devenait le premier pays européen à voter une législation du même type. Cela peut paraître dérisoire et sans conséquence vu le caractère spéculatif de tout cela, mais c'est ainsi que le petit Luxembourg devient aujourd'hui une « *puissance spa-*

tiale émergente », avec un modèle économique permettant des profits assurés dès maintenant, sans que bien sûr il ne lance la moindre fusée, et alors que la quantité totale de roches ramenée par les missions spatiales est aujourd'hui de moins de 400 kg pour la Lune et d'une centaine de grammes pour les astéroïdes !

LE SPATIAL AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME ET DE LA MARCHÉ À LA GUERRE

Cette agitation autour du New Space donne cependant une vision déformée des principaux enjeux qui animent le secteur spatial aujourd'hui. C'est un secteur stratégique vital dont les aspects civils ne sont que la partie émergée. Le budget militaire spatial américain est couvert par le secret-défense et alimenté par une série d'agences moins connues que la NASA. Il est estimé à 40 milliards de dollars annuels, contre 30 milliards pour le budget spatial civil. Ce chiffre est du même ordre de grandeur que l'ensemble des budgets spatiaux civils et militaires cumulés du reste du monde.

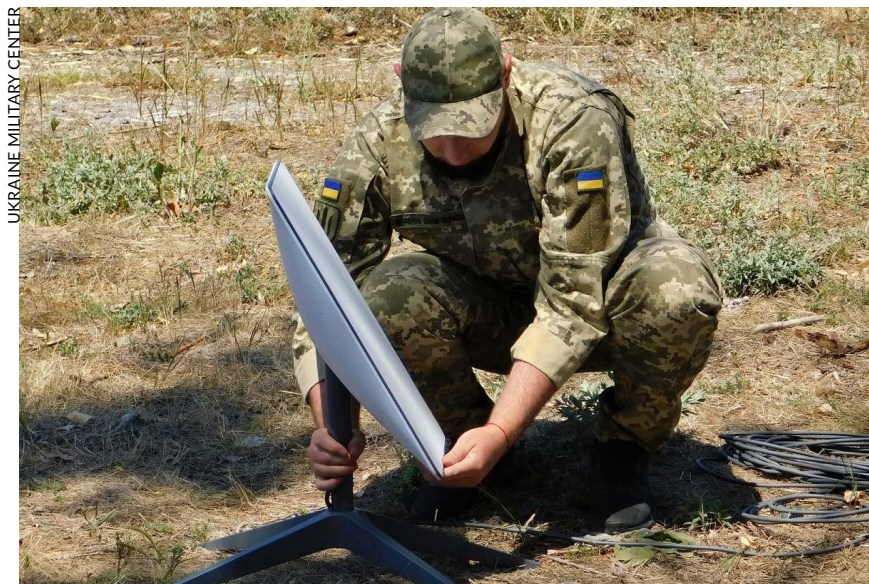
Le développement d'une in-

dustrie spatiale privée est un atout stratégique pour les généraux américains. Elle reste sous le contrôle de leur État. Les fusées privées sont classifiées comme des armements, le Pentagone fournit de gros contrats de lancements de satellites à SpaceX notamment, et au besoin l'administration aéronautique américaine peut décider de clouer au sol n'importe quelle fusée privée. La guerre en Ukraine montre l'importance que le secteur spatial a acquise pour la domination mondiale, pour l'observation des champs de bataille, les communications militaires, le guidage GPS des drones et des missiles. Comme l'espace aérien, il faut le contrôler. De ce point de vue, les technologies développées par SpaceX comme par les géants du numérique, celles de l'intelligence artificielle notamment, sont indispensables à l'armée américaine et elles ont été ces dernières années de plus en plus intégrées dans le complexe militaro-industriel. Les milliardaires de ces secteurs dépendent du Pentagone et travaillent étroitement avec lui. Leur discours « libertarien » dirigé contre l'intervention de l'État n'est que pour la galerie, et pour alimenter un anticommunisme qui rappelle celui de la guerre froide.

Elon Musk a ainsi vendu à l'Ukraine la fourniture d'Internet par satellite via Starlink, qui joue un rôle important dans l'organisation militaire ukrainienne, en lui procurant un accès direct à un réseau que les attaques russes ne peuvent couper. Mais il a aussi empêché des actions agressives de l'armée ukrainienne sur certaines installations russes, en lui coupant l'accès à Starlink dans les zones concernées. La presse y a vu le signe de la puissance acquise par le milliardaire dans des domaines jusque-là réservés aux États, mais il paraît peu probable que Musk ait pu faire cela sans l'accord ou l'ordre du



Elon Musk rencontre le commandant de la Force spatiale de l'armée américaine, peu après sa création en 2019.



Un soldat ukrainien met en place un terminal Starlink.

Pentagone. En un sens, Starlink comme SpaceX sont des bras armés de l'État américain qui peut, quand cela l'arrange, se retrancher derrière leur caractère privé. Bien sûr, les intérêts de Musk ne sont pas nécessairement identiques à ceux de l'État américain, car il a des liens avec la Russie et avec la Chine, où il vend beaucoup d'automobiles de sa société Tesla. Mais en cela, il n'est pas différent des autres capitalistes américains, qui ont un besoin vital de continuer à produire et à vendre en Chine, malgré la volonté croissante de l'impérialisme américain de s'attaquer à la Chine.

La marche à la guerre actuelle attise les conflits autour de l'espace, dont la domination devient, comme celle des océans depuis des siècles, un enjeu vital pour les grandes puissances. Pour le moment, les traités internationaux interdisant d'équiper les systèmes spatiaux d'armements offensifs sont respectés, si l'on en croit les experts, qui relativisent aussi leur utilité par rapport à d'autres moyens, comme le brouillage ou la cyberattaque. Mais la guerre pour la maîtrise de l'espace se prépare, comme en témoigne la création, par Trump en 2019, d'une Force spatiale au sein de l'armée américaine. L'impérialisme améri-

cain se pose en gendarme de l'Univers, dont la préoccupation serait, comme pour les océans, de « faire respecter la liberté de navigation » et d'assurer l'accès à l'espace pour tous. Cette justification pourra être utilisée pour toutes les interventions, y compris pour s'approprier des portions de sol convoitées près du pôle Sud lunaire, au nom de la nécessité de protéger la sécurité des investissements. Quant à la France et à l'Europe, elles emboîtent le pas à leur mentor et concurrent américain. Des groupes comme Airbus ou ArianeGroup essaient de maintenir leur place dans le secteur spatial, d'autres comme Thales ou Safran sont également bénéficiaires de contrats de sous-traitance des programmes spatiaux américains.

L'HUMANITÉ EST PORTEUSE D'UN AUTRE AVENIR COSMIQUE

On retrouve donc toutes les contradictions du capitalisme dans le secteur spatial, avec la mise en œuvre des technologies les plus modernes pour la guerre, et le gaspillage choquant de précieuses ressources, pour des objectifs, civils ou militaires, dans lesquels la population

mondiale n'a pas son mot à dire.

Les besoins de l'humanité sont immenses, et les multiples crises écologiques prennent aujourd'hui des proportions capables de menacer son existence même. On pourrait dès aujourd'hui utiliser les données recueillies par les satellites pour organiser une gestion planétaire des ressources de la Terre, et faire collectivement les choix les plus rationnels pour nourrir l'humanité actuelle et lui assurer une vie digne, en préservant l'avenir. Mais pour cela, il faut en finir avec cette aberration qui permet à quelques milliardaires d'organiser la mise en œuvre des technologies les plus avancées et le travail collectif de centaines de milliers de travailleurs, scientifiques, ingénieurs, ouvriers et techniciens en fonction de leurs seuls intérêts et des fluctuations du marché et de la spéculation financière.

Quant à l'exploration plus lointaine, dans une société sans frontières et sans exploitation, la question d'envoyer des astronautes sur Mars ou de naviguer dans les parages de Saturne fera certainement l'objet de nombreux débats, bien plus riches qu'aujourd'hui, et les moyens ne manqueront certainement pas pour de telles explorations, ni les volontaires pour y participer. « *La Terre est le berceau de l'Humanité, mais on ne passe pas sa vie dans un berceau.* » Cette formule est attribuée à Constantin Tsiolkovski, le savant et utopiste russe qui, il y a plus d'un siècle, a posé les bases de l'astronautique. Tant mieux si l'exploration de l'Univers et le vol spatial habité fascinent et motivent de nouvelles générations plus que les yachts des milliardaires. Mais pour offrir un avenir à l'humanité, il faudra auparavant qu'elles résolvent la question, urgente, de réorganiser la société sur des bases communistes.

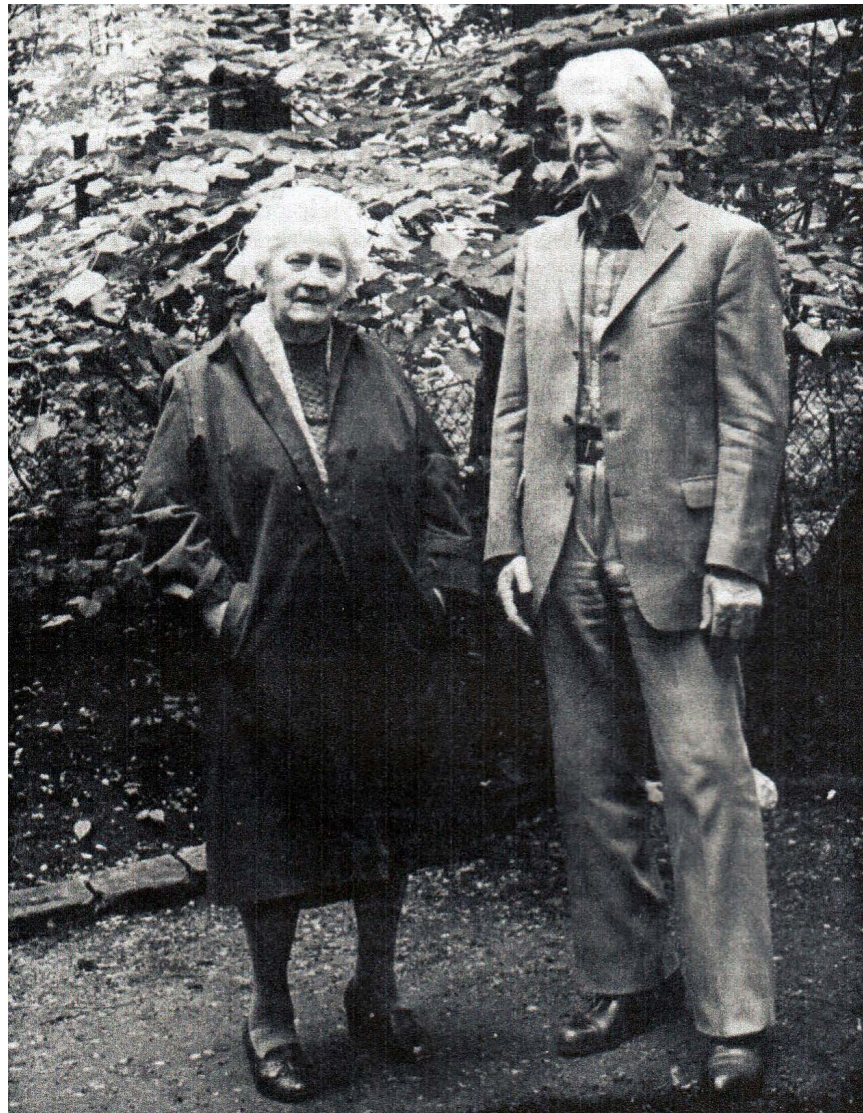
4 septembre 2024



Oskar Hippe, Et notre drapeau est rouge

Les mémoires d'Oskar Hippe (1900-1990) sont le témoignage rare, du moins en français, d'un militant ouvrier ayant traversé la Révolution allemande et la fondation du Parti communiste, la lutte de l'Opposition de gauche, le nazisme et la guerre, puis les géôles staliniennes.

Douzième enfant d'une famille ouvrière, Hippe naît avec le 20^e siècle, au sud-est de l'Allemagne, près de Leipzig, en Saxe-Anhalt. Le pays est en plein essor industriel et le parti social-démocrate, le SPD, devient le plus important parti socialiste d'Europe. C'est par le biais de ses frères et sœurs qu'Oskar, ouvrier dès 14 ans dans une briqueterie, s'engage politiquement. En 1916, quand il part travailler à Berlin, sa sœur lui arrache la cravate aux couleurs nationales que lui ont achetée ses parents. Le 1^{er} Mai 1916, il participe à la manifestation lors de laquelle Karl Liebknecht prononce le discours contre la guerre et le gouvernement, qui lui vaut d'être arrêté. Hippe est mobilisé, lit les *Lettres de Spartacus* et s'engage dans la révolution qui, le 9 novembre 1918, aboutit à la chute de l'Empire. Désormais militant au sein de la Ligue Spartacus puis du jeune Parti communiste allemand, il est chargé de construire une organisation de jeunesse dans sa région natale quand, le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont assassinés. À Halle, où il se trouve, les travailleurs sont vaincus par les Corps francs en mars de la même année, et Hippe est arrêté avec des dizaines d'autres. Il participe ensuite à la grève



Oskar Hippe et Gertrud Mankowski, sa compagne et camarade.

générale contre le putsch de Kapp en 1920, à l'insurrection de mars 1921, et assiste aux échecs successifs de la Révo-

lution allemande. Il travaille comme mineur de charbon, avant de figurer sur les listes noires patronales.

Au sein du KPD qui se stalinise, les conflits font rage. Non sans faire des erreurs, Oskar milite au sein de l'Opposition de gauche, qui dénonce le cours sectaire de la Troisième période suivi au début des années 1930 par le KPD, qui renvoie dos à dos les nazis et les sociaux-démocrates comme deux dangers comparables pour la classe ouvrière. Progressivement, ceux qui suivent les orientations proposées par Trotsky sont écartés du KPD, mais ils continuent de s'adresser à ses militants et tentent en vain de redresser la ligne de leur parti.

En janvier 1933, Hitler est nommé chancelier. En février, avec l'Opposition de gauche de Charlottenburg, un quartier de Berlin, Hippe organise une réunion sur le thème « Hitler a gagné. Que faire ? », et il est arrêté une première fois. Une seconde suivra : il est torturé par les SA, ainsi que sa femme, Gertrud, qui en restera handicapée à vie. Après avoir passé deux ans en prison, Hippe est libéré au printemps de 1936. Il milite alors clandestinement à Berlin, vivant dans un cabanon de jar-

din où des réunions sont organisées. Malgré la répression, les trotskystes berlinois restent actifs et suivent les discussions et les textes de Trotsky dont, en septembre 1940, ils apprennent l'assassinat survenu le mois précédent. Pendant la guerre, Hippe, qui a été frappé d'« indignité militaire » par le régime, n'est pas mobilisé. Il travaille au ministère des Transports et mène, avec ses camarades, une activité politique clandestine. Ses mémoires racontent de façon très concrète comment il milite sous la dictature féroce du régime nazi.

La guerre finie, Berlin est détruite à 80 %. Hippe poursuit son activité syndicale et politique dans la zone d'occupation soviétique, jusqu'à ce qu'en 1948 il soit arrêté par le NKVD, la police politique russe. Pendant plus de sept mois, il est interrogé douze à seize heures par jour, généralement la nuit et de nouveau torturé. Il est condamné pour « propagande anti-soviétique » à quinze ans de prison et est incarcéré au pénitencier de Bautzen, au sud-est du pays, jusqu'à sa libération en 1955. Il

part alors vivre à Berlin-Ouest. Conformément à une résolution de la Quatrième Internationale, les militants de son groupe, peu nombreux à avoir traversé le nazisme et la guerre, sont alors entrés au SPD afin d'y construire une aile gauche, où Hippe les rejoint.

À la fin des années 1970, il rédige cette autobiographie, qui présente de nombreuses qualités, à commencer par le récit des événements exceptionnels que Hippe a traversés en militant. Le livre va et vient entre sa vie personnelle, son activité et la grande histoire dans laquelle il est emporté, et où il cherche toujours à agir consciemment, en communiste révolutionnaire.

Et notre drapeau est rouge. Du Spartakusbund à la IV^e Internationale a été publié pour la première fois en français en 1985 par La Brèche, édité par Rodolphe Prager, dans une traduction de Marie-Louise Roux, Didier Aviat et Johann Schöglér. Épuisé depuis longtemps, il va prochainement reparaitre aux éditions Les Bons Caractères.



Le 6 novembre 1918, Wilhelmshaven, les débuts de la révolution allemande.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse:
www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les derniers exposés du CLT :

L'Union européenne s'enfonce dans la crise: pour une Europe des travailleurs
n° 177, 2 mars 2024 - 3 €

Le fascisme, des origines à l'instauration du régime
Le bras armé de la bourgeoisie contre la classe ouvrière
N° 176 L'Internationale - août 2023 - 3 €

Chaos économique et marche à la guerre: un système capitaliste à renverser
n° 175, 27 janvier 2024 - 3 €

Moyen-Orient: Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Afrique: face aux rivalités impérialistes, pour une politique de la classe ouvrière
n° 173, 17 juin 2023 - 2 €

Le mouvement ouvrier organisé face aux deux guerres mondiales
n° 172, 15 avril 2023 - 2 €

Toutes les brochures sont à commander sur la page:
www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

Nouveautés

Les Cahiers de Verkhnéouralsk - Tome 2
Écrits de militants trotskystes soviétiques 1932-1933

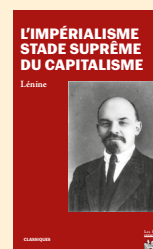
Collection Classiques
446 pages - 25€



L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme

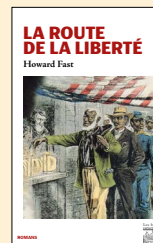
Lénine

Collection Classiques
176 pages - 10 €



La route de la liberté
Howard Fast

Collection Romans
372 pages - 25€



Une vie de militante à Orléans et aux Chèques postaux - La Source
Christiane Hauchère

Collection Témoignages
72 pages - 5€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



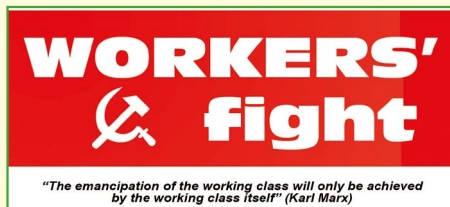
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers'Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>